



2021

Société canadienne des postes

RAPPORT FINANCIER DU
DEUXIÈME TRIMESTRE

Pour la période close le 3 juillet 2021



Table des matières

Rapport de gestion

Énoncés prospectifs	1
1 Résumé	2
2 Activités de base et stratégie	7
3 Facteurs de rendement clés	8
4 Capacités	10
5 Revue des activités d'exploitation	11
6 Liquidités et ressources en capital	18
7 Évolution de la situation financière	21
8 Risques et gestion des risques	23
9 Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les méthodes comptables	23
Note de fin de texte	24

États financiers consolidés résumés intermédiaires

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire	25
État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière	26
État consolidé résumé intermédiaire du résultat global	27
État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres	28
État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie	29
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires	30
1 Constitution, activités et instructions	30
2 Règles de présentation	30
3 Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées	31
4 Autres actifs	32
5 Immobilisations	32
6 Régimes de retraite, autres avantages postérieurs à l'emploi et régimes des autres avantages à long terme	33
7 Obligations locatives	36
8 Autres éléments du résultat global	36
9 Passifs éventuels	36
10 Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers	37
11 Autres charges d'exploitation	39
12 Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	39
13 Transactions avec des parties liées	39
14 Informations sectorielles et informations sur la ventilation des produits	40

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion fournit une analyse des résultats financiers consolidés et des changements sur le plan de l'exploitation de la Société canadienne des postes (la Société ou Postes Canada) et de ses filiales Les Investissements Purolator Ltée (Purolator), Groupe SCI inc. (SCI) et Innovapost Inc. (Innovaposte) pour la période de 13 semaines (le deuxième trimestre ou T2) et la période de 26 semaines (les deux premiers trimestres ou la période écoulée depuis le début de l'exercice) closes le 3 juillet 2021. Ces sociétés sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada ou de Groupe d'entreprises. Les secteurs d'activité sont associés aux entités juridiques suivantes : Postes Canada, Purolator, SCI et Innovaposte.

Les résultats financiers figurant dans le rapport de gestion ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les montants sont présentés en dollars canadiens et arrondis au million près, tandis que les pourcentages connexes sont calculés en fonction de chiffres arrondis au millier près. Les pourcentages sont rajustés en fonction du nombre de jours ouvrables ou de journées payées, le cas échéant. Le deuxième trimestre de 2021 comptait le même nombre de jours ouvrables et de journées payées que la période correspondante de 2020. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2021, il y a eu deux jours ouvrables de plus (qui ont eu pour effet d'accroître les produits) et trois journées payées de plus (qui ont eu pour effet d'accroître les charges d'exploitation) qu'à la période correspondante de 2020, sauf pour le secteur SCI, qui comptait un jour ouvrable et une journée payée de moins qu'en 2020. Ces différences de date seront éliminées d'ici la fin de 2021.

Ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les états financiers intermédiaires) pour le deuxième trimestre de 2021, lesquels ont été préparés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Nous recommandons également la lecture de cette information à la lumière des états financiers consolidés annuels et du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

La direction est responsable des renseignements présentés dans les états financiers intermédiaires et dans le rapport de gestion. Toute mention des termes *nos*, *notre* ou *nous* désigne, selon le contexte, Postes Canada ou, collectivement, Postes Canada et ses filiales. Le Conseil d'administration, sur la recommandation de son Comité de vérification, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion ainsi que des états financiers intermédiaires le 19 août 2021.

Énoncés prospectifs

Les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion renferment des énoncés prospectifs du Groupe d'entreprises qui rendent compte des attentes de la direction en ce qui concerne les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, les résultats d'exploitation, le rendement ainsi que les perspectives et les occasions commerciales du Groupe d'entreprises. En général, les énoncés prospectifs sont désignés par les mots *hypothèse*, *but*, *indications*, *objectif*, *perspectives*, *stratégie*, *cible* ou d'autres expressions similaires, de même que par l'utilisation de verbes comme *avoir l'intention de*, *prévoir*, *être d'avis que*, *s'attendre à*, *planifier*, *pouvoir*, *prévoir*, *chercher à*, *devoir*, *s'efforcer de* ou *viser* et l'emploi du futur ou du conditionnel. Ces énoncés ne sont pas des faits, mais seulement des estimations relatives aux résultats futurs. Ces estimations reposent sur certains facteurs ou hypothèses concernant la croissance prévue, les résultats d'exploitation, le rendement, les perspectives et les occasions commerciales. Bien que la direction considère ces hypothèses comme étant raisonnables et basées sur des renseignements disponibles, elles peuvent se révéler incorrectes. Ces estimations relatives aux résultats futurs dépendent d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs susceptibles d'entraîner des différences considérables entre les résultats réels et les attentes du Groupe d'entreprises. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent notamment les risques et incertitudes énoncés dans la section 8 Risques et gestion des risques du présent rapport de gestion (les risques).

Lorsque le Groupe d'entreprises présente des informations financières prospectives ou des perspectives financières, par exemple des renseignements sur la croissance et le rendement financier futurs, ces renseignements servent à décrire les attentes futures. Les lecteurs sont donc avertis que ces données pourraient ne pas être appropriées à toute autre fin. En outre, les informations financières prospectives et les perspectives financières, ainsi que l'information prospective de manière générale, reposent sur les hypothèses et sont assujetties aux risques.

Il est vivement recommandé aux lecteurs de bien prendre en compte ces facteurs lorsqu'ils évaluent les énoncés prospectifs. À la lumière de ces hypothèses et risques, les événements prévus dans ces énoncés prospectifs pourraient ou non se produire. Le Groupe d'entreprises ne peut pas garantir que les résultats et les activités prévus se réaliseront. Par conséquent, il est recommandé aux lecteurs de ne pas prendre ces énoncés pour des faits.

Les énoncés prospectifs figurant dans les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion sont pertinents en date du 19 août 2021; la Société ne prévoit pas mettre à jour publiquement ces énoncés pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs, de changements de situation ou de toute autre raison après cette date.

La COVID-19, qui a été déclarée pandémie en mars 2020, a eu une incidence importante sur nos résultats financiers de 2020 et continue d'avoir une incidence importante sur nos activités en 2021. Les répercussions sur les économies canadienne et mondiale ainsi que sur nos activités en 2021 et par la suite demeurent incertaines. Les entreprises et les consommateurs canadiens ont utilisé différemment Postes Canada et ses fournisseurs et partenaires ont eu à relever leurs propres défis. Postes Canada suit les directives de l'Agence de santé publique du Canada et des autres autorités de santé au pays.

1. Résumé

Aperçu du Groupe d'entreprises de Postes Canada et résumé du rendement financier

Fournissant de l'emploi à près de 68 000 personnes, le Groupe d'entreprises de Postes Canada est l'un des plus importants employeurs au Canada. Postes Canada, composante la plus importante ayant généré des produits de 3,7 milliards de dollars pour les deux premiers trimestres (72,4 % du total des produits du Groupe d'entreprises, si l'on exclut les produits intersectoriels), est une société d'État fédérale qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. Aux termes de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société a la mission d'exploiter un service postal dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada, et ce, d'une manière sécurisée et financièrement autonome. Postes Canada exploite le plus vaste réseau de vente au détail au Canada, lequel compte environ 6 000 bureaux de poste au pays.

1.1 Changements significatifs et évolution des activités

Secteur Postes Canada

La COVID-19 a accéléré notre besoin de transformation pour répondre aux besoins en évolution des Canadiens et des entreprises canadiennes. Au cours du deuxième trimestre de 2021, Postes Canada a dévoilé sa nouvelle raison d'être, Porteurs d'un Canada plus fort, laquelle repose sur trois piliers :

- Offrir un service sur lequel tous les Canadiens peuvent compter
- Faire preuve de leadership en matière d'environnement et de responsabilité sociale
- Faire ce qu'il faut pour nos employés

Nous maintenons les modifications apportées l'année dernière en réponse à la COVID-19, notamment en ce qui concerne le mode de fonctionnement de nos bureaux de poste, de nos établissements et de nos postes de facteurs ainsi que le mode de livraison en vue d'assurer la sécurité des employés et des Canadiens. Compte tenu de nos nombreux défis, et dans la continuité de 2020, les garanties pour tous les services ont été suspendues pendant les deux premiers trimestres de 2021.



L'incidence de la COVID-19 sur les produits et les volumes a touché la période considérée dans le présent rapport et la période comparative de différentes façons. Lorsque la pandémie s'est installée il y a plus d'un an, nos secteurs d'activité Courrier transactionnel et Marketing direct ont diminué considérablement, tandis que les volumes de colis sont montés en flèche puisque les Canadiens se tournaient vers les achats en ligne lorsque les magasins étaient fermés. Les comparaisons entre le T2 de 2021 et la période correspondante de l'exercice précédent sont donc fortement touchées par les circonstances uniques de l'exercice précédent. Nous pensons que certains des changements que nous avons constatés à nos volumes et gammes de produits en 2020 découlent du virage soutenu vers le cybercommerce, étant donné que les consommateurs ont devancé de plusieurs années leur adoption et la fréquence du magasinage en ligne et que les entreprises continuent à migrer vers les communications numériques au détriment du service Poste-lettres^{MC}. L'importante hausse des volumes de colis a continué à peser sur notre capacité et nous travaillons fort pour relever ces défis.

Les charges liées à la main-d'œuvre engagées ont augmenté en raison des congés spéciaux et de la hausse des volumes de colis. Nous continuons d'engager des charges additionnelles pour nous assurer que des pratiques exemplaires en matière de santé et sécurité sont suivies pour protéger nos employés et les Canadiens.

Questions liées à la main-d'œuvre

Relations du travail



Une nouvelle convention collective de quatre ans qui sera en vigueur jusqu'au 31 mars 2025 entre l'Association des officiers des postes du Canada (AOPC) et Postes Canada a été ratifiée par les membres le 25 mai 2021. L'AOPC représente les superviseurs, les chefs et les groupes de soutien aux superviseurs, tels que les formateurs et les agents chargés de la mesure des itinéraires, ainsi que les employés des ventes.

En juin, un accord de principe visant des conventions collectives d'une période de deux ans a été conclu pour les employés représentés par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU) et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS). Si elles sont ratifiées, les conventions seront en vigueur jusqu'aux 31 décembre 2023 (FFRS) et 31 janvier 2024 (EPU).

Santé et sécurité



Nous estimons que, dans toutes nos activités, les blessures, maladies et incidents liés au travail peuvent tous être évités et nous nous sommes fixé l'objectif « zéro blessure ». Pour les deux premiers trimestres de 2021, la fréquence totale des blessures, la fréquence des blessures entraînant une perte de temps et la gravité des blessures entraînant une perte de temps se sont améliorées par rapport à celles de la période correspondante de 2020. En 2021, la COVID-19 continue d'avoir d'importantes répercussions sur la vie de tous les Canadiens, y compris nos employés, nos clients et nos fournisseurs. Notre principale priorité demeure la santé et la sécurité de nos employés et des Canadiens en cette période difficile.

1.2 Points saillants financiers

Résultats sectoriels – Résultat avant impôt

(en millions de dollars)

	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart %	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart %
Postes Canada	(151)	(378)	227	60,0 %	(228)	(444)	216	48,6 %
Purolator	77	39	38	97,4 %	128	49	79	160,7 %
SCI	9	4	5	132,5 %	15	6	9	155,2 %
Autre	1	2	(1)	(19,7) %	2	3	(1)	(24,8) %
Groupe d'entreprises de Postes Canada	(64)	(333)	269	80,9 %	(83)	(386)	303	78,6 %

Pour le deuxième trimestre de 2021, la perte avant impôt du Groupe d'entreprises de Postes Canada s'est chiffrée à 64 millions de dollars, soit une amélioration de 269 millions de dollars par rapport à celle du deuxième trimestre de 2020. La perte avant impôt de 151 millions de dollars du secteur Postes Canada pour le deuxième trimestre de 2021 a été en partie contrebalancée par le résultat avant impôt de respectivement 77 millions de dollars et 9 millions de dollars de Purolator et SCI. Les facteurs à l'origine des résultats du secteur Postes Canada sont récurrents et une perte aurait été enregistrée même sans les répercussions de la COVID-19.

Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, le Groupe d'entreprises a enregistré une perte avant impôt de 83 millions de dollars, soit une amélioration de 303 millions de dollars par rapport à la période correspondante de 2020. Le secteur Postes Canada a contribué pour une somme de 228 millions de dollars à cette perte en 2021.

Secteur Postes Canada

(en millions de dollars)

Produits par secteur d'activité	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart %	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart % ¹
Colis	916	864	52	6,1 %	1 868	1 530	338	20,2 %
Courrier transactionnel	616	573	43	7,5 %	1 335	1 302	33	0,9 %
Marketing direct	218	146	72	49,1 %	434	376	58	13,7 %
Autre	71	50	21	41,7 %	139	104	35	30,9 %
Total	1 821	1 633	188	11,5 %	3 776	3 312	464	12,2 %

Pour le deuxième trimestre et la période écoulée depuis le début de l'exercice 2021, les produits du secteur Postes Canada ont été supérieurs de respectivement 188 millions de dollars (+11,5 %) et 464 millions de dollars (+12,2 %) à ceux des périodes correspondantes de 2020. La croissance continue du secteur d'activité Colis, les envois du recensement de 2021 dans le secteur Courrier transactionnel et une reprise partielle du secteur Marketing direct ont contribué à ces résultats positifs. De plus, l'ajout de deux jours ouvrables a touché la période écoulée depuis le début de l'exercice. Les comparaisons d'un exercice à l'autre sont touchées par l'incidence que la situation entourant la COVID-19, qui a commencé à la fin du premier trimestre de 2020, a eue sur nos produits et volumes, touchant chacun de nos secteurs d'activité de façon différente. Ces incidences se sont poursuivies jusqu'au T2 de 2020, la période comparative.



En 2021, les produits du secteur Colis ont augmenté de 52 millions de dollars (+6,1 %) pour le deuxième trimestre et de 338 millions de dollars (+20,2 %) pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, comparativement à ceux des périodes correspondantes de 2020. L'accélération de l'adoption du cybercommerce par les consommateurs en raison de la COVID-19 a commencé vers la fin du T1 de 2020, quand nous avons commencé à constater des taux de croissance importants des colis du régime intérieur. Cette croissance est demeurée forte tout au long du premier trimestre de 2021, mais elle a ralenti au deuxième trimestre en raison de la réouverture des commerces pour le magasinage en personne et a été inférieure à la croissance observée lors du deuxième trimestre de 2020, lequel a été frappé de plein fouet par la situation entourant la COVID-19. Notre capacité a continué d'être mise à l'épreuve et nous avons redoublé d'efforts pour traiter les articles des nombreuses remorques en attente à nos installations. La gestion proactive de la capacité disponible par l'entremise de nos clients commerciaux et nos gammes de produits a également eu une incidence positive sur les revenus de notre secteur d'activité Colis. Étant donné que le traitement et la livraison des colis coûtent plus cher que pour les lettres, la Société investit pour améliorer la capacité de traitement et l'efficacité dans ce secteur d'activité.



Les produits du secteur Courrier transactionnel ont augmenté de 43 millions de dollars (+7,5 %) au deuxième trimestre de 2021 par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2020 et de 33 millions de dollars (+0,9 %) pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison des envois du recensement de 2021. Cependant, ces incidences temporaires sont en partie compensées par l'érosion continue de ce secteur d'activité alors que les consommateurs et les expéditeurs de courrier migrent vers des solutions de rechange numériques, une tendance que la COVID-19 a accélérée. Contrairement aux années précédentes, en raison de la situation entourant la COVID-19, la Société a décidé de garder les timbres aux mêmes prix réglementés qu'en 2020 pour l'année 2021, tout en réduisant l'incidence des autres variations de prix.



Les produits du secteur Marketing direct ont connu une hausse de 72 millions de dollars (+49,1 %), au deuxième trimestre et de 58 millions de dollars (+13,7 %) pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, par rapport à ceux des périodes correspondantes de 2020. Bien que la COVID-19 ait entraîné le report ou l'annulation de campagnes de marketing et l'accélération du passage aux solutions numériques par rapport à l'exercice précédent, nous avons commencé à constater une reprise dans ce secteur au deuxième trimestre de 2021.



Dans le secteur Postes Canada, les charges d'exploitation ont diminué de 44 millions de dollars (-2,2 %), pour le deuxième trimestre de 2021 et augmenté de 243 millions de dollars (+4,1 %) pour la période écoulée depuis le début de l'exercice de 2021, par rapport à celles des périodes correspondantes de 2020. La décision arbitrale rendue concernant les nouvelles conventions collectives du STTP a ajouté des charges de 114 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison d'une modification au régime de retraite pour les prestations du régime de soins médicaux postérieurs à l'emploi. En ne tenant pas compte de l'incidence de la décision arbitrale, les charges d'exploitation ont augmenté de 70 millions de dollars au deuxième trimestre et de 357 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport à celles des périodes correspondantes de 2020. Ces augmentations s'expliquent par les hausses salariales annuelles, les charges liées à la main-d'œuvre et non liées à la main-d'œuvre pour la levée, le traitement et la livraison découlant de la hausse des volumes de colis, les changements requis à nos opérations en raison de la COVID-19, les charges liées à la santé et la sécurité et les congés spéciaux pour les employés. La rapidité avec laquelle le courrier laisse la place aux colis continue d'exercer une pression sur les charges liées à notre capacité, au traitement et à la livraison. Trois jours payés de plus en 2021 pour la période écoulée depuis le début de l'exercice ont également eu pour effet d'accroître les charges par rapport à l'exercice précédent.



À la fin du deuxième trimestre, les taux d'actualisation utilisés pour évaluer la solvabilité du Régime de pension agréé de Postes Canada (le Régime) et les réévaluations des régimes de retraite, des régimes des autres avantages postérieurs à l'emploi et des régimes des autres avantages à long terme sont restés relativement stables mais légèrement moins élevés qu'au premier trimestre et demeurent plus élevés que les taux observés à la clôture de l'exercice. Les rendements sur les actifs des régimes de retraite se sont améliorés par rapport à ceux du premier trimestre. Ces facteurs ont entraîné l'amélioration du déficit de solvabilité (selon la valeur marchande des actifs du Régime) estimé à 4,0 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre et, aux fins comptables, des profits de réévaluation ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour les régimes à prestations déterminées du Groupe d'entreprises, se chiffrant à 273 millions de dollars, après impôt. Pour la période se terminant le 3 juillet 2021, les prestations de retraite établies de façon actuarielle comptabilisées dans l'état du résultat global et les paiements réguliers n'ont pas été touchés par ces réévaluations.

Postes Canada n'est pas tenue d'effectuer de paiements spéciaux de solvabilité pour 2021; cependant, la volatilité du marché pourrait avoir une incidence importante sur les paiements de solvabilité pour 2022 et les années suivantes si un allègement temporaire n'est pas offert. Postes Canada continue à travailler avec son actionnaire, le gouvernement du Canada, et a demandé un allègement temporaire la dispensant de l'obligation d'effectuer des paiements dans l'avenir.

Groupe d'entreprises de Postes Canada – 2021

Les diagrammes suivants illustrent les résultats du Groupe d'entreprises pour les huit derniers trimestres. La demande de services connaît habituellement un pic pendant la période des Fêtes, au quatrième trimestre, pour ensuite baisser dans les trimestres qui suivent. Toutefois, les coûts fixes importants du Groupe d'entreprises ne varient pas à court terme.

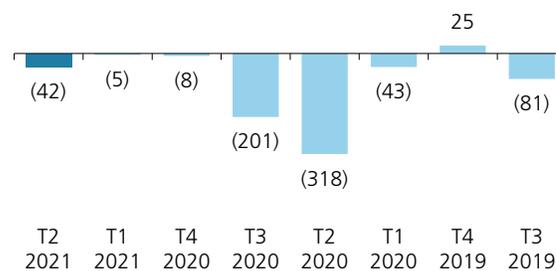
Produits d'exploitation consolidés trimestriels

(en millions de dollars)



Résultat d'exploitation consolidé trimestriel

(en millions de dollars)



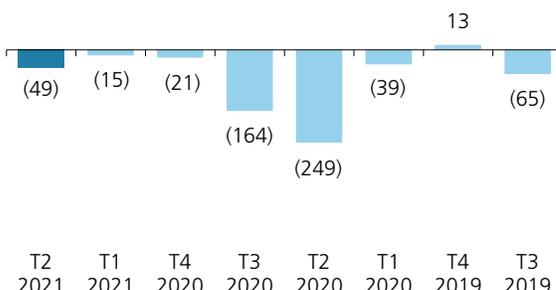
Résultat consolidé trimestriel avant impôt

(en millions de dollars)



Résultat net consolidé trimestriel

(en millions de dollars)



Le tableau ci-dessous présente le rendement consolidé du Groupe d'entreprises pour le deuxième trimestre de 2021 et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2021 par rapport à celui des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

(en millions de dollars)

	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux				Explication
	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart %	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart %	
État consolidé du résultat global									Points saillants de la section 5 Revue des activités d'exploitation.
Produits d'exploitation	2 521	2 178	343	15,8 %	5 141	4 360	781	16,1 % ¹	L'écart découle de la croissance de tous les secteurs d'activité.
Charges d'exploitation	2 563	2 496	67	2,7 %	5 188	4 721	467	7,4 % ¹	L'écart découle de la croissance des charges liées à la main-d'œuvre et aux avantages du personnel de tous les secteurs ainsi que celle des volumes.
Résultat d'exploitation	(42)	(318)	276	86,9 %	(47)	(361)	314	87,0 %	L'écart est surtout imputable à la perte du secteur Postes Canada, qui a été en partie compensée par le résultat positif inscrit par les secteurs Purolator et SCI.
Résultat avant impôt	(64)	(333)	269	80,9 %	(83)	(386)	303	78,6 %	
Résultat net	(49)	(249)	200	80,3 %	(64)	(288)	224	77,8 %	
Résultat global	231	(3 755)	3 986	*	3 194	(1 442)	4 636	*	Pour le deuxième trimestre, l'écart est principalement attribuable aux profits de réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi qui découlent des rendements sur les actifs plus élevés que prévu, compensés en partie par des pertes liées aux taux d'actualisation par rapport à des pertes liées aux taux d'actualisation plus importantes au deuxième trimestre de 2020. Pour le cumul de l'exercice, l'écart est principalement attribuable aux profits liés aux taux d'actualisation et aux rendements sur les actifs plus élevés que prévu par rapport à des pertes liées aux taux d'actualisation et à des rendements sur les actifs moins élevés que prévu pour l'exercice précédent.
État consolidé des flux de trésorerie									Points saillants de la section 6 Liquidités et ressources en capital.
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	301	239	62	25,4 %	264	383	(119)	(31,3) %	Pour le deuxième trimestre, l'écart provient surtout des impôts reçus et de la forte croissance des activités de livraison de colis. Pour le cumul de l'exercice, l'écart découle principalement des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et de la hausse des prestations de retraite versées, compensées en partie par les impôts reçus et la forte croissance des activités de livraison de colis dans les secteurs Postes Canada et Purolator.
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(28)	(270)	242	89,7 %	(266)	(316)	50	15,9 %	L'écart provient surtout de la diminution des acquisitions de titres, en partie contrebalancée par l'augmentation des acquisitions d'immobilisations combinée à la baisse du produit tiré de la vente de titres.
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(30)	(26)	(4)	(14,9) %	(58)	(54)	(4)	(7,3) %	Il n'y a aucun écart important.

* Calcul non significatif sur le plan mathématique.

2. Activités de base et stratégie

Examen des activités et de la stratégie de Postes Canada

Étant donné la transition radicale vers les achats en ligne au cours de la pandémie de COVID-19, les besoins et les attentes des Canadiens en matière de livraison ont augmenté et changé. Les Canadiens s'attendent aussi à ce que les grandes organisations, surtout une institution comme Postes Canada, démontrent du leadership sur les enjeux qui leur tiennent à cœur, comme l'environnement, l'équité et la diversité. Également, les Canadiens et nos employés s'attendent à ce que nous assurions la sécurité de nos employés et que nous les traitions équitablement, tandis que notre actionnaire, le gouvernement du Canada, s'attend à ce que nous exercions nos activités d'une manière financièrement autonome.

Consciente des besoins et des attentes des Canadiens, Postes Canada a publié un plan afin de répondre aux besoins en évolution des Canadiens en matière de service, en raison notamment de la croissance du cybercommerce; de répondre aux attentes élevées des Canadiens pour ce qui est de faire preuve de leadership en matière d'environnement et de responsabilité sociale; et de faire ce qu'il faut pour ses dizaines de milliers d'employés.

Pour nous aider à réaliser notre raison d'être, celle d'être porteurs d'un Canada plus fort, nous avons élaboré un plan s'appuyant sur trois piliers, chacun comprenant plusieurs mesures, dont celles énumérées ci-dessous :

Offrir un service sur lequel tous les Canadiens peuvent compter

- Nous prévoyons investir 4 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour accroître la capacité afin de répondre à la demande accrue pour la livraison de colis, améliorer le service, moderniser notre réseau, remplacer nos véhicules et rendre nos opérations plus écologiques.
- Nous améliorons le service et le suivi, car les Canadiens veulent plus de contrôle et de visibilité pour chaque livraison.
- Nous investissons également dans notre réseau de vente au détail pour répondre aux divers besoins des Canadiens.
- Nous investissons dans notre réseau et dans de nouveaux produits, services et solutions pour aider les petites et moyennes entreprises canadiennes à réussir et à relever de nouveaux défis.



Faire preuve de leadership en matière d'environnement et de responsabilité sociale

- Postes Canada investit pour réduire son impact environnemental et contribuer à réaliser un avenir durable. Nous nous engageons à agir dans quatre secteurs clés : action pour le climat, zéro déchet, livraison responsable et mobilisation des employés.
- Nos engagements en matière de responsabilité sociale comprennent la création d'un milieu de travail qui met en valeur l'équité, la diversité et l'inclusion.
- Nous avons des stratégies pour devenir une entreprise plus accessible pour les Canadiens et pour favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones en améliorant les services postaux dans les communautés autochtones et du Nord et l'approvisionnement auprès d'entreprises détenues par des Autochtones, entre autres.



Faire ce qu'il faut pour nos employés

- Postes Canada intègre la santé et la sécurité – sa priorité absolue – à sa culture.
- Nous nous engageons à travailler avec nos agents négociateurs dans un esprit de partenariat dans plusieurs domaines, notamment les négociations collectives.
- Nous nous efforçons de créer un milieu de travail équitable et respectueux avec des employés engagés. Nos nombreux efforts comprennent un plan d'action contre le racisme qui repose sur la collaboration avec les agents négociateurs et sur les commentaires des employés.



Nous sommes convaincus que nous pouvons atteindre l'autonomie financière tout en faisant de ces trois piliers des priorités.

3. Facteurs de rendement clés

Examen des principales réalisations de Postes Canada en 2021

Les fiches de pointage du rendement servant à évaluer les progrès par rapport aux priorités stratégiques sont transmises mensuellement à la haute direction du secteur Postes Canada. Les progrès que nous avons accomplis au deuxième trimestre pour la réalisation de nos plans stratégiques de 2021 sont décrits sommairement ci-dessous et cadrent avec notre nouvelle raison d'être : porteurs d'un Canada plus fort.

Offrir un service sur lequel tous les Canadiens peuvent compter

Accroître la capacité

Achèvement de la première des trois phases de construction du nouveau Centre de traitement de l'est de l'Ontario, avec un lancement prévu à l'automne 2022.

Quasi-achèvement d'une nouvelle trieuse de colis à Kitchener (lancement au troisième trimestre de 2021) et approbation d'une nouvelle trieuse de colis pour Calgary (lancement au troisième trimestre de 2022).

Publication d'un appel d'offres pour des véhicules à guidage automatique et sélection prévue d'un partenaire au troisième trimestre.

Achèvement des essais d'un système de tri évolutif qui utilise des robots mobiles autonomes avec des résultats positifs menant au développement de la validation du concept d'ici le début de 2022.



Améliorer le service et le suivi

Installation de près de 1 200 casiers à colis intérieurs depuis le début de l'exercice 2021 dans des immeubles d'habitation et des immeubles en copropriété pour soutenir la croissance des achats en ligne partout au Canada.

Expansion du projet pilote d'armoires à colis automatisées à 10 emplacements au Canada. L'accès à une armoire à colis automatisée se fait par téléphone cellulaire, contrairement à l'accès par clé aux casiers à colis près des boîtes aux lettres communautaires, et l'armoire peut être utilisée comme adresse d'expédition par les consommateurs lorsqu'ils magasinent en ligne.

Installation en 2021 de plus de 100 modules de casiers à colis sur les sites de boîtes postales communautaires existants à l'échelle nationale, ajoutant une capacité de traitement pour les colis et réduisant le temps de transport et de ramassage de colis aux comptoirs de vente au détail.

Début du déploiement de 14 000 nouveaux terminaux de données portatifs, dont 2 515 déployés au deuxième trimestre.



Améliorer nos services de vente au détail

Sélection de deux communautés autochtones (Membertou, en Nouvelle-Écosse, et High Prairie, en Alberta) en prévision de l'ouverture de deux carrefours communautaires à la fin de 2021.

Poursuite des essais de boîtes de dépôt de colis sans contact à des points de vente au détail partout au Canada, dont 25 doivent être lancées en 2021.



Aider la population à rester en contact et soutenir la réussite des entreprises

Élargissement de notre offre de ramassage à plus de 500 régions de code postal, permettant à plus de clients commerciaux de bénéficier d'un ramassage de colis à leur entreprise au lieu de se déplacer dans nos bureaux de poste, nos établissements et nos postes de facteurs pour déposer leurs colis.

Progression du projet d'amélioration des contrôles pour la protection de la vie privée; mise à jour et essais des protocoles de réponse aux atteintes à la protection des données.

Mise en œuvre de contrôles de fraudes par courriel pour bloquer les courriels non autorisés qui usurpent la marque de Postes Canada et ses domaines afin de réduire le risque pour les employés, les clients et les partenaires.

Tenue de l'événement virtuel Les secrets du publipostage le 29 avril au cours duquel des chefs de file du secteur ont fait part de vrais exemples d'intégration du publipostage dans leurs plans de marketing de rétention. De tels événements soutiennent nos clients commerciaux des solutions Marketing Intelligiposte de Postes Canada^{MC} pour stimuler la reprise et le développement des affaires en marketing direct.

Annnonce des finalistes du concours Les belles histoires de petites entreprises de Postes Canada, visant à soutenir les petites entreprises sur le chemin de la reprise et de la croissance. Annonce des lauréats plus tard cette année.



Faire preuve de leadership en matière d'environnement et de responsabilité sociale

Équité, diversité et inclusion

Publication de déclarations en réponse aux mouvements de justice sociale pour réitérer notre engagement envers l'équité et la diversité dans le milieu de travail (lettres aux employés à la suite de la découverte au pensionnat de Kamloops et de l'attaque contre une famille musulmane canadienne à London, célébration du mois de la Fierté et partage de l'histoire d'une employée transgenre).

Poursuite des investissements dans l'accessibilité pour les employés et les clients :

- Poursuite du travail pour la mise en œuvre d'icônes et d'une signalisation tactile dans un carrefour communautaire dont l'ouverture est prévue au troisième trimestre afin d'améliorer l'accessibilité (orientation).
- Lancement de notre stratégie sur l'accessibilité le 31 mai à l'intention de tous les employés, clients commerciaux, parties prenantes et Canadiens.



- Élaboration d'un cadre de priorisation pour la planification des audits et la mise en œuvre d'améliorations à l'accessibilité dans les bureaux de poste et autres bâtiments.
- Atteinte d'une accessibilité numérique de 83,9 % pour l'ensemble des produits numériques au premier semestre de 2021, par rapport à 77,3 % en 2020.

Faire de notre environnement une priorité

Publication du Rapport sur le développement durable de 2020 présentant en détail notre progression et notre engagement à l'égard de notre rendement environnemental, social et de gouvernance.

Acquisition de 641 véhicules hybrides depuis le début de 2021.

Sélection par le magazine *Corporate Knights* comme l'une des 50 meilleures entreprises citoyennes au Canada.

Élaboration d'un plan en collaboration avec le STTP pour le lancement de deux itinéraires de vélos cargo électriques au centre-ville de Montréal au troisième trimestre de 2021 afin de mieux servir les clients, d'améliorer le rendement environnemental et de contribuer à la réduction de la congestion urbaine.

Sélection de 62 immeubles pour un projet pilote de réduction des gaz à effet de serre pour les émissions de portée 1 et de portée 2, notamment des projets pilotes pour l'énergie solaire, la remise en service ou des tests des systèmes de nos installations pour améliorer l'efficacité des immeubles, le changement de carburant pour passer des énergies fossiles à l'électricité, des améliorations aux immobilisations et l'installation de systèmes d'éclairage à DEL.

Lancement de quatre projets pilotes zéro déchet au deuxième trimestre, incluant des communications et la participation des employés, de nouvelles poubelles multimatières, de nouveaux services de recyclage, des pratiques des fournisseurs modifiées, et l'amélioration des données en appui à l'objectif de notre plan d'action environnemental de détourner 90 % des déchets de construction et d'exploitation des sites d'enfouissement d'ici 2030.

Installation en 2021 de 75 fontaines pour remplir les bouteilles d'eau en appui à l'objectif de notre plan d'action environnemental d'éliminer les plastiques à usage unique inutiles de nos réunions, événements et activités de société.

Postes Canada est membre du conseil d'administration et membre fondateur du groupe dédié aux solutions de courrier écoresponsable Groupe Courrier Durable (SMG), association consacrée à la transformation du secteur du courrier canadien pour bâtir un futur meilleur et plus propre. Le site Web, sustainablemailgroup.ca, a été lancé en juin.



Favoriser la réconciliation avec les peuples autochtones

Début de l'élaboration de la stratégie, des politiques et des directives de réconciliation avec les communautés autochtones et du Nord en préparation du lancement du programme en 2021.

Inspection de plus de 1 100 articles de courrier (plus du double de la cible), entraînant l'enlèvement d'objets inadmissibles d'une valeur estimée de 2,4 millions de dollars.

Sélection de deux communautés autochtones (Membertou, en Nouvelle-Écosse, et High Prairie, en Alberta) en prévision de l'ouverture de deux carrefours communautaires à la fin de 2021.

Début de la mise en application du Protocole d'accord de mesures spéciales avec l'AOPC afin de remédier à la sous-représentation actuelle des peuples autochtones avec la création de 15 postes permanents désignés. Dotation en personnel en cours pour ces postes désignés dans les régions du Grand Toronto, des Prairies et du Pacifique.



Faire ce qu'il faut pour nos employés

Intégrer la santé et la sécurité à notre culture

Réduction de 8 % de la fréquence totale des blessures et de 4 % de la fréquence des blessures entraînant une perte de temps par rapport aux deux premiers trimestres de 2020.

Présentation d'une nouvelle trousse d'outils en ligne sur la santé mentale, notamment la formation Soutien en santé mentale, pour aider les employés à gérer le stress et l'anxiété.



Assurer l'harmonisation

Conclusion avec l'AOPC d'une convention collective d'une durée de quatre ans avant l'expiration de l'actuelle convention le 31 mars 2021. La nouvelle convention collective, qui sera en vigueur jusqu'au 31 mars 2025, a été ratifiée par les membres le 25 mai.

Conclusion d'accords de principe visant des conventions collectives d'une période de deux ans pour les employés représentés par le STTP-EPU et le STTP-FFRS. Si elles sont ratifiées, les conventions seront en vigueur jusqu'aux 31 décembre 2023 (FFRS) et 31 janvier 2024 (EPU).



Sélection d'un emplacement pilote avec le STTP pour mettre en œuvre conjointement un système flexible de dotation en personnel visant à équilibrer la charge de travail avec le volume par jour ouvrable afin d'améliorer la santé et la sécurité grâce à l'amélioration de la conception des itinéraires.

Augmentation de 16,9 % du nombre de griefs déposés et baisse de 6,8 % des griefs en instance par rapport au deuxième trimestre de 2020.

Créer un milieu de travail équitable et respectueux

Lancement de la phase deux de notre campagne contre le harcèlement et la violence en milieu de travail, laquelle vise à réduire les comportements agressifs envers nos employés de la vente au détail, et ce, particulièrement dans nos communautés éloignées du Nord.

Début de la mise en application du Protocole d'accord de mesures spéciales avec l'AOPC afin de remédier à la sous-représentation actuelle des peuples autochtones et des personnes en situation de handicap avec la création de 15 et 30 postes permanents désignés, respectivement. Dotation en personnel en cours pour ces postes désignés dans les régions du Grand Toronto, des Prairies et du Pacifique.



4. Capacités

Examen des enjeux qui ont une incidence sur notre capacité à exécuter les stratégies, à gérer les facteurs de rendement clés et à produire des résultats

4.1 Nos employés

Une mise à jour des activités de 2021 en matière de santé et de sécurité et de négociation collective par secteur est présentée ci-après.

Santé et sécurité

Secteur Postes Canada



Nous continuons à viser l'objectif « zéro blessure » et nous maintenons notre engagement à réduire le nombre de blessures et de prévenir les incidents dans toutes nos activités en repérant, prévenant et contrôlant les dangers et les risques auxquels font face nos employés, nos entrepreneurs, nos visiteurs et les membres du public. Pour les deux premiers trimestres de 2021, notre taux de fréquence totale de blessures s'est amélioré de 8 % et le taux de fréquence des blessures entraînant une perte de temps s'est amélioré de 4 % par rapport à ceux de la période correspondante de 2020. Nous avons également constaté des améliorations de 6 % pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport à l'exercice précédent en ce qui concerne la gravité des blessures entraînant une perte de temps, mesurée comme le nombre de jours perdus en raison de blessures divisé par le nombre d'heures travaillées. Les employés à l'échelle du pays ont réussi à améliorer les résultats en matière de sécurité grâce à leur vigilance accrue à l'égard de la sécurité.

Dans le cadre de notre stratégie d'amélioration continue de la santé mentale, les initiatives suivantes pour favoriser la santé psychologique des employés de Postes Canada ont été lancées au deuxième trimestre :

- Communications sur le stress et l'anxiété combinées au lancement d'une formation obligatoire de sensibilisation à la santé mentale des employés.
- *Attentif, alerte et avisé* – Quatre initiatives nationales ont été élaborées par des comités locaux mixtes sur la santé et la sécurité partout au pays pour se pencher sur les questions de bien-être et de santé mentale positive. Elles comprennent des idées mises en œuvre à l'échelle locale, comme l'autogestion de la santé, la gratitude, le positivisme et l'activité physique.
- Défi sur le mieux-être – Un programme d'une durée de cinq semaines axé sur l'activité physique, la nutrition, le bien-être psychologique, la santé intellectuelle et les relations sociales.

Relations du travail

Secteur Postes Canada

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU) et Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS)



Les conventions collectives actuelles du STTP-EPU et du STTP-FFRS expirent le 31 décembre 2021 (FFRS) et le 31 janvier 2022 (EPU). Au deuxième trimestre, Postes Canada et le STTP ont conclu deux accords de principe visant des conventions collectives qui expireront le 31 décembre 2023 (STTP-FFRS) et le 31 janvier 2024 (STTP-EPU). Les accords de principe sont maintenant assujettis à un vote de ratification des membres.

Les principaux éléments de la décision de l'arbitre relative à l'équité salariale de mai 2018 ont été mis en œuvre par Postes Canada et le STTP en 2019. Toutefois, une question non résolue dans la décision initiale a été renvoyée au processus d'arbitrage exécutoire par le STTP. De plus, quelques autres questions en suspens font toujours l'objet de discussions.

Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA)

La convention collective avec l'ACMPA prendra fin le 31 décembre 2023. L'ACMPA représente les maîtres de poste et les adjoints des bureaux de poste ruraux.

Un comité composé de représentants de l'ACMPA et de Postes Canada met en œuvre le règlement approuvé par la Commission canadienne des droits de la personne relativement à la plainte déposée par l'ACMPA en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* qui alléguait qu'il y avait eu une discrimination salariale fondée sur le sexe au cours de la période allant de 1992 à 1997.

Association des officiers des postes du Canada (AOPC)

Au deuxième trimestre, les membres de l'AOPC ont ratifié une nouvelle convention collective de quatre ans qui a été conclue avant l'expiration de la convention précédente. La nouvelle convention collective prendra fin le 31 mars 2025 et comprend des hausses salariales de 2 % par an et des améliorations continues aux avantages sociaux. Il y a également un rajustement salarial de 1 % en 2021 et 2025 pour une classe d'emplois. L'AOPC représente les superviseurs, les chefs et les groupes de soutien aux superviseurs, tels que les formateurs et les agents chargés de la mesure des itinéraires, ainsi que les employés des ventes.

Alliance de la Fonction publique du Canada/Syndicat des employés des postes et communications (AFPC/SEPC)

La convention collective avec l'AFPC/SEPC prendra fin le 31 août 2024. L'AFPC/SEPC représente deux groupes d'employés : les employés de la catégorie administrative, y compris ceux affectés aux centres d'appels, au travail de bureau, au service de la paie et au contrôle de la production et des rapports, ainsi que les employés de la catégorie technique affectés à des secteurs comme les finances et l'ingénierie.

Dans le cadre de l'entente par arbitrage conclue après le dépôt par l'AFPC d'une demande auprès du Conseil canadien des relations industrielles, l'AFPC, l'AOPC et Postes Canada ont poursuivi leur évaluation conjointe des emplois qui, selon les syndicats, auraient dû faire partie de leurs unités de négociation. La phase initiale de la médiation a pris fin au mois d'octobre 2020, les parties s'étant entendues sur les 44 emplois initialement soumis à l'examen. La transition de certains emplois vers l'unité de négociation convenue s'est achevée au deuxième trimestre.

4.2 Contrôles et procédures internes

Aucun changement aux contrôles internes à l'égard de l'information financière à fournir qui a eu ou qui aurait vraisemblablement pu avoir une incidence importante sur les contrôles internes du Groupe d'entreprises à l'égard de l'information financière à fournir n'a été apporté au deuxième trimestre de 2021.

5. Revue des activités d'exploitation

Examen détaillé de notre rendement financier

5.1 Tendances consolidées

Résultats consolidés par trimestre

Le tableau suivant présente les résultats consolidés du Groupe d'entreprises pour les huit derniers trimestres et illustre le caractère saisonnier de ses activités. Les pics de demande de services ont lieu au quatrième trimestre, soit pendant la période des Fêtes, qui est la période de pointe. Les volumes baissent généralement dans les trimestres qui suivent, les creux se produisant au troisième trimestre. Les coûts fixes importants du Groupe d'entreprises ne varient pas à court terme. Par ailleurs, des jours ouvrables de plus ont pour effet d'accroître les produits, tandis que plus de journées payées augmentent les charges d'exploitation. Le deuxième trimestre de 2021 comptait le même nombre de jours ouvrables et de journées payées que la période correspondante de 2020. La période écoulée depuis le début de l'exercice de 2021 comptait deux jours ouvrables et trois jours payés de plus que la période correspondante de 2020, sauf pour le secteur SCI qui comptait un jour ouvrable et un jour payé de moins par rapport à 2020. Ces différences de date seront éliminées d'ici la fin de 2021.

(en millions de dollars)

	T2 2021	T1 2021	T4 2020	T3 2020	T2 2020	T1 2020	T4 2019	T3 2019
Produits d'exploitation	2 521	2 620	2 793	2 165	2 178	2 182	2 507	2 045
Charges d'exploitation	2 563	2 625	2 801	2 366	2 496	2 225	2 482	2 126
Résultat d'exploitation	(42)	(5)	(8)	(201)	(318)	(43)	25	(81)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(22)	(14)	(16)	(15)	(15)	(10)	(11)	(6)
Résultat avant impôt	(64)	(19)	(24)	(216)	(333)	(53)	14	(87)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(15)	(4)	(3)	(52)	(84)	(14)	1	(22)
Résultat net	(49)	(15)	(21)	(164)	(249)	(39)	13	(65)

5.2 Résultats d'exploitation consolidés

Résultats consolidés du deuxième trimestre et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars)

	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart %	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart %
Produits d'exploitation	2 521	2 178	343	15,8 %	5 141	4 360	781	16,1 % ¹
Charges d'exploitation	2 563	2 496	67	2,7 %	5 188	4 721	467	7,4 % ¹
Résultat d'exploitation	(42)	(318)	276	86,9 %	(47)	(361)	314	87,0 %
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(22)	(15)	(7)	(49,7) %	(36)	(25)	(11)	(41,8) %
Résultat avant impôt	(64)	(333)	269	80,9 %	(83)	(386)	303	78,6 %
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(15)	(84)	69	82,6 %	(19)	(98)	79	80,9 %
Résultat net	(49)	(249)	200	80,3 %	(64)	(288)	224	77,8 %
Autres éléments du résultat global	280	(3 506)	3 786	*	3 258	(1 154)	4 412	*
Résultat global	231	(3 755)	3 986	*	3 194	(1 442)	4 636	*

* Calcul non significatif sur le plan mathématique.

La perte avant impôt du Groupe d'entreprises de Postes Canada s'est chiffrée à 64 millions de dollars au deuxième trimestre de 2021, soit une amélioration de 269 millions de dollars par rapport à celle du deuxième trimestre de 2020. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, la perte avant impôt s'est chiffrée à 83 millions de dollars en 2021, soit une amélioration de 303 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. Les détails sont présentés par secteur dans les sections 5.4 à 5.6.

Produits d'exploitation consolidés

Au deuxième trimestre et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2021, les produits d'exploitation ont augmenté de respectivement 343 millions de dollars (+15,8 %) et 781 millions de dollars (+16,1 %) par rapport à ceux des périodes correspondantes de 2020, en raison de la croissance des secteurs Postes Canada, Purolator et SCI. Les comparaisons d'un exercice à l'autre sont fortement touchées par les circonstances uniques de l'exercice précédent lorsque la COVID-19 a incité les consommateurs à se tourner vers le magasinage en ligne et a accéléré le passage aux solutions numériques au détriment du courrier. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, deux jours ouvrables de plus en 2021 par rapport à 2020 ont également eu pour effet d'accroître les produits.

Charges d'exploitation consolidées

Au deuxième trimestre et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2021, les charges d'exploitation ont augmenté de respectivement 67 millions de dollars (+2,7 %) et 467 millions de dollars (+7,4 %) par rapport à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison de l'augmentation des charges liées à la main-d'œuvre et des charges liées au transport résultant de la croissance du secteur d'activité Colis, et des charges additionnelles découlant de la COVID-19 dans les secteurs Postes Canada, Purolator et SCI. Ces résultats découlent également de la décision arbitrale rendue concernant les nouvelles conventions collectives du STTP, laquelle a entraîné des charges additionnelles de 114 millions de dollars au deuxième trimestre de 2020. Pour les deux premiers trimestres de 2021, trois jours payés de plus par rapport à la période correspondante de 2020 ont également eu pour effet d'accroître les charges.

Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat consolidé

Le recouvrement d'impôt sur le résultat consolidé a diminué de 69 millions de dollars pour le deuxième trimestre et de 79 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de 2021 par rapport aux périodes correspondantes de 2020 en raison d'une perte moins élevée enregistrée par le Groupe d'entreprises.

Autres éléments du résultat global consolidé

Les autres éléments du résultat global consolidé se sont établis à 280 millions de dollars pour le deuxième trimestre et à 3 258 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de 2021. Pour le trimestre, ils correspondent essentiellement à des profits de réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi découlant principalement d'une hausse du rendement des actifs plus importante que prévu, en partie contrebalancée par des pertes liées aux taux d'actualisation par rapport à des pertes liées aux taux d'actualisation plus importantes pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour la période écoulée depuis le début de 2021, ils correspondent essentiellement à des profits liés aux taux d'actualisation et à une hausse du rendement des actifs plus importante que prévu par rapport à des pertes liées à des taux d'actualisation et à une baisse du rendement des actifs moins importante que prévu au cours de l'exercice précédent. Les variations des différents facteurs et hypothèses pris en compte au moment de réévaluer ces régimes ont été une source d'instabilité et ont continué d'avoir des répercussions importantes sur les autres éléments du résultat global du Groupe d'entreprises.

5.3 Résultats d'exploitation par secteur

Résultats par secteur – Résultat avant impôt

(en millions de dollars)

	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart %	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart %
Postes Canada	(151)	(378)	227	60,0 %	(228)	(444)	216	48,6 %
Purolator	77	39	38	97,4 %	128	49	79	160,7 %
SCI	9	4	5	132,5 %	15	6	9	155,2 %
Autre	1	2	(1)	(19,7) %	2	3	(1)	(24,8) %
Groupe d'entreprises de Postes Canada	(64)	(333)	269	80,9 %	(83)	(386)	303	78,6 %

5.4 Secteur Postes Canada

Le secteur Postes Canada a comptabilisé une perte avant impôt de 151 millions de dollars au deuxième trimestre de 2021, comparativement à une perte avant impôt de 378 millions de dollars pour la période correspondante de 2020. La perte pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2021 était de 216 millions de dollars moins élevée que celle de la période correspondante de 2020. Cependant, la décision arbitrale rendue concernant les nouvelles conventions collectives du STTP a entraîné des charges additionnelles de 114 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice précédent, surtout en raison d'une modification au régime de retraite pour les prestations du régime de soins médicaux postérieurs à l'emploi. En ne tenant pas compte de l'incidence de la décision arbitrale, la perte a été de 102 millions de dollars moins élevée pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport à 2020. La croissance des produits de tous les secteurs d'activité n'a pas suffi à compenser la hausse des charges liées à la main-d'œuvre attribuable aux hausses salariales annuelles, aux congés spéciaux, à la croissance du secteur Colis et aux changements aux opérations découlant de la COVID-19.

Sommaire des résultats pour le deuxième trimestre et pour la période écoulée depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars)

	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart %	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart %
Produits d'exploitation	1 821	1 633	188	11,5 %	3 776	3 312	464	12,2 % ¹
Charges d'exploitation	1 957	2 001	(44)	(2,2) %	3 983	3 740	243	4,1 % ¹
Résultat d'exploitation	(136)	(368)	232	63,0 %	(207)	(428)	221	51,7 %
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(15)	(10)	(5)	(61,6) %	(21)	(16)	(5)	(34,1) %
Résultat avant impôt	(151)	(378)	227	60,0 %	(228)	(444)	216	48,6 %

Produits d'exploitation

L'incidence de la COVID-19 sur les produits a touché la période considérée dans le présent rapport et la période comparative de différentes façons. Lorsque la pandémie s'est installée il y a plus d'un an, les volumes de nos secteurs d'activité Courrier transactionnel et Marketing direct ont diminué considérablement, tandis que les volumes de colis sont montés en flèche puisque les Canadiens se tournaient vers les achats en ligne lorsque le magasinage en personne dans les magasins était restreint. Les comparaisons de ce rapport sont donc fortement touchées par les circonstances uniques qui ont commencé à toucher les produits vers la fin du premier trimestre de 2020. Nous avons connu une croissance continue du secteur Colis, une augmentation des produits du Courrier transactionnel attribuable aux envois du recensement de 2021 et une reprise partielle du secteur Marketing direct, pour une augmentation cumulée de 188 millions de dollars (+11,5 %) pour le deuxième trimestre et de 464 millions de dollars (+12,2 %) pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour les deux premiers trimestres, l'ajout de deux jours ouvrables en 2021 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent a donné lieu à une augmentation des produits de tous les secteurs d'activité.

Produits et volumes par secteur d'activité pour les deuxièmes trimestres

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart	Écart %	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart	Écart %
Colis								
Colis du régime intérieur	734	711	23	3,3 %	73	80	(7)	(8,6) %
Colis de départ	78	62	16	25,4 %	3	3	–	6,3 %
Colis d'arrivée	98	87	11	13,2 %	19	17	2	6,9 %
Autres	6	4	2	49,9 %	–	–	–	–
Total – Colis	916	864	52	6,1 %	95	100	(5)	(5,4) %
Courrier transactionnel								
Poste-lettres ^{MC} du régime intérieur	588	547	41	7,5 %	595	574	21	3,7 %
Poste aux lettres de départ	18	16	2	11,9 %	8	7	1	6,7 %
Poste aux lettres d'arrivée	10	10	–	0,3 %	14	11	3	22,6 %
Total – Courrier transactionnel	616	573	43	7,5 %	617	592	25	4,1 %
Marketing direct								
Courrier personnalisé de Postes Canada ^{MC}	92	61	31	49,8 %	161	107	54	49,9 %
Courrier de quartier de Postes Canada ^{MC}	86	48	38	78,6 %	733	415	318	76,8 %
Total – Marketing Intelliposte de Postes Canada^{MC}	178	109	69	62,5 %	894	522	372	71,3 %
Poste-publications ^{MC}	32	30	2	9,2 %	47	44	3	7,1 %
Correspondance-réponse d'affaires ^{MC} et autre courrier	4	4	–	11,1 %	3	3	–	13,3 %
Autres	4	3	1	13,8 %	–	–	–	–
Total – Marketing direct	218	146	72	49,1 %	944	569	375	66,1 %
Autres produits	71	50	21	41,7 %	–	–	–	–
Total	1 821	1 633	188	11,5 %	1 656	1 261	395	31,3 %

Produits et volumes par secteur d'activité pour les périodes écoulées depuis le début de l'exercice

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart	Écart % ¹	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart	Écart % ¹
Colis								
Colis du régime intérieur	1 476	1 216	260	19,5 %	150	133	17	10,7 %
Colis de départ	164	124	40	29,8 %	7	6	1	22,2 %
Colis d'arrivée	216	181	35	17,7 %	36	36	–	(1,7) %
Autres	12	9	3	26,0 %	–	–	–	–
Total – Colis	1 868	1 530	338	20,2 %	193	175	18	8,5 %
Courrier transactionnel								
Poste-lettres du régime intérieur	1 271	1 226	45	2,0 %	1 291	1 290	1	(1,4) %
Poste aux lettres de départ	40	40	–	(2,8) %	18	19	(1)	(8,6) %
Poste aux lettres d'arrivée	24	36	(12)	(33,1) %	29	33	(4)	(15,3) %
Total – Courrier transactionnel	1 335	1 302	33	0,9 %	1 338	1 342	(4)	(1,9) %
Marketing direct								
Courrier personnalisé de Postes Canada	195	170	25	12,8 %	342	302	40	11,5 %
Courrier de quartier de Postes Canada	161	128	33	23,0 %	1 370	1 096	274	23,0 %
Total – Marketing Intelligposte de Postes Canada	356	298	58	17,2 %	1 712	1 398	314	20,5 %
Poste-publications	62	63	(1)	(2,2) %	89	91	(2)	(3,2) %
Correspondance-réponse d'affaires et autre courrier	9	9	–	4,3 %	7	6	1	4,4 %
Autres	7	6	1	16,7 %	–	–	–	–
Total – Marketing direct	434	376	58	13,7 %	1 808	1 495	313	19,0 %
Autres produits	139	104	35	30,9 %	–	–	–	–
Total	3 776	3 312	464	12,2 %	3 339	3 012	327	9,1 %

Colis



Les produits du secteur Colis ont augmenté de 52 millions de dollars (+6,1 %) au deuxième trimestre de 2021 et de 338 millions de dollars (+20,2 %) pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport à ceux des périodes correspondantes de 2020. Les consommateurs se sont de plus en plus tournés vers le cybercommerce à la fin du premier trimestre de 2020 en raison de la COVID-19 et les taux de croissance ont été élevés pour le reste de 2020 et le premier trimestre de 2021. Cependant, depuis le début du deuxième trimestre de 2021, les taux de croissance du secteur Colis du régime intérieur sont moins élevés qu'au deuxième trimestre de 2020 étant donné que les magasins ont recommencé à accueillir des clients en personne. Malgré une baisse des volumes au deuxième trimestre, la gestion proactive de la capacité disponible par l'entremise de nos clients commerciaux et nos gammes de produits a également eu une incidence positive sur les revenus de notre secteur d'activité Colis. Nous pensons que certains changements dans les habitudes de consommation attribuables à la COVID-19 semblent s'inscrire dans un virage durable vers le cybercommerce. Les limites de capacité continues dans l'ensemble de notre réseau nous ont contraints à gérer les volumes et réacheminer les colis, ce qui a entraîné des retards. Étant donné que le traitement et la livraison des colis coûtent plus cher que pour les lettres, la Société investit pour améliorer la capacité de traitement et l'efficacité dans ce secteur d'activité.

Courrier transactionnel



Les produits du secteur Courrier transactionnel ont augmenté de 43 millions de dollars (+7,5 %) au deuxième trimestre de 2021 par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2020, alors que les augmentations pour la période écoulée depuis le début de l'exercice se sont élevées à 33 millions de dollars (+0,9%) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Déjà avant ce trimestre, les entreprises avaient de plus en plus recours aux communications numériques plutôt qu'au service Poste-lettres; la COVID-19 a accéléré cette tendance. Cependant, les envois postaux au deuxième trimestre pour le recensement de 2021 jumelés à l'utilisation soutenue et supérieure à la normale des points de vente au détail engendrée par les fermetures attribuables à la COVID-19 ont eu une incidence positive sur les produits.

Contrairement aux années précédentes, en raison de la COVID-19, la Société a décidé de garder les timbres aux mêmes prix réglementés qu'en 2020 pour l'année 2021, tout en réduisant l'incidence des autres variations de prix.

Marketing direct



Les produits du secteur d'activité Marketing direct ont augmenté de 72 millions de dollars (+49,1 %) au deuxième trimestre de 2021 par rapport à ceux du deuxième trimestre de 2020 et de 58 millions de dollars (+13,7 %) pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport à la période correspondante de 2020. Au deuxième trimestre de 2021, nous avons commencé à constater une reprise dans ce secteur d'activité après des diminutions importantes des produits et des volumes des services Courrier personnalisé^{MC} et Courrier de quartier^{MC} à l'exercice précédent. Bien que les résultats semblent positifs par rapport à ceux de 2020, certains clients ont reporté ou annulé des campagnes de marketing en raison de la situation entourant la COVID-19 et ce secteur d'activité continuera d'être influencé par la nature dynamique et concurrentielle du secteur.

Autres produits



Pour le deuxième trimestre, les autres produits ont augmenté de 21 millions de dollars (+41,7 %) et de 35 millions de dollars (+30,9 %) pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent, surtout en raison d'une augmentation des produits et services numériques et aux consommateurs comme le service de réexpédition du courrier.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation du secteur Postes Canada ont diminué de 44 millions de dollars (-2,2 %) au deuxième trimestre de 2021 et augmenté de 243 millions de dollars (+4,1 %) pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent. La décision arbitrale rendue concernant les nouvelles conventions collectives du STTP a ajouté des charges de 114 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice précédent, principalement en raison d'une modification au régime de retraite pour les prestations du régime de soins médicaux postérieurs à l'emploi. En ne tenant pas compte de l'incidence de la décision arbitrale, les charges d'exploitation ont augmenté de 70 millions de dollars au deuxième trimestre et de 357 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport à celles des périodes correspondantes de 2020. Ces augmentations s'expliquent par les hausses salariales annuelles, les charges liées à la main-d'œuvre et non liées à la main-d'œuvre pour la levée, le traitement et la livraison découlant de la hausse des volumes de colis, les charges liées à la santé et la sécurité et les congés spéciaux pour les employés. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, les charges étaient également plus élevées en raison de l'incidence négative de trois jours payés supplémentaires aux deux premiers trimestres de 2021.

(en millions de dollars)

	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart %	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart % ¹
Main-d'œuvre	947	936	11	1,1 %	1 928	1 789	139	5,3 %
Avantages du personnel	409	512	(103)	(20,2) %	820	865	(45)	(7,3) %
Total de la main-d'œuvre et des avantages du personnel	1 356	1 448	(92)	(6,4) %	2 748	2 654	94	1,2 %
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	307	281	26	9,3 %	658	554	104	16,0 %
Immobilier, installations et entretien	57	53	4	7,1 %	120	107	13	9,0 %
Frais de vente, frais administratifs et autres coûts	157	140	17	12,2 %	299	268	31	9,3 %
Total des autres charges d'exploitation	521	474	47	9,9 %	1 077	929	148	13,2 %
Amortissement	80	79	1	2,1 %	158	157	1	1,4 %
Total	1 957	2 001	(44)	(2,2) %	3 983	3 740	243	4,1 %

Main-d'œuvre



Les charges liées à la main-d'œuvre ont augmenté de 11 millions de dollars (+1,1 %) au deuxième trimestre par rapport à celles du deuxième trimestre de 2020 et de 139 millions de dollars (+5,3 %) pour les deux premiers trimestres par rapport aux périodes correspondantes de 2020. Ces hausses s'expliquent par une croissance importante des volumes de colis, les mesures de distanciation physique, les congés spéciaux accordés aux employés et les hausses salariales annuelles. Les comparaisons d'un exercice à l'autre sont touchées par l'incidence de la situation entourant la COVID-19, qui a eu des conséquences importantes sur les charges liées à la main-d'œuvre et les autres coûts dès le deuxième trimestre de 2020.

L'augmentation des charges pour la période écoulée depuis le début de l'exercice est également liée à trois jours payés supplémentaires au cours des deux premiers trimestres de 2021.

Avantages du personnel



Les charges liées aux avantages du personnel ont diminué de 103 millions de dollars (-20,2 %) au deuxième trimestre de 2021 par rapport à celles de la période correspondante de 2020, principalement en raison d'une perte au titre d'une modification à un régime comptabilisée au deuxième trimestre de 2020, contrebalancée par l'augmentation des charges liées à la main-d'œuvre, la réouverture des fournisseurs de soins de santé et la baisse en 2021 du taux d'actualisation qui a fait augmenter le coût au titre des prestations de retraite n'ayant aucun effet sur la trésorerie. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice 2021, la diminution de 45 millions de dollars (-7,3 %) des charges liées aux avantages du personnel par rapport à celles de l'exercice précédent est attribuable aux mêmes facteurs que ceux ayant eu une incidence sur les trimestres, contrebalancés par les trois jours payés supplémentaires pendant l'exercice par rapport à 2020.

Autres charges d'exploitation

Ces charges ont fluctué comme suit :

- Les charges liées aux services de levée, de traitement et de livraison hors main-d'œuvre ont augmenté de 26 millions de dollars (+9,3 %) au deuxième trimestre et de 104 millions de dollars (+16,0 %) pour les deux premiers trimestres de 2021 par rapport à celles des périodes correspondantes de 2020. Cette augmentation est surtout attribuable à la croissance des volumes du secteur Colis qui a entraîné la hausse des charges liées au transport, aux règlements internationaux et aux droits versés aux concessionnaires.
- Les charges liées aux installations ont augmenté de 4 millions de dollars (+7,1 %) au deuxième trimestre de 2021 et de 13 millions de dollars (+9,0 %) pour les deux premiers trimestres de 2021 par rapport à celles des périodes correspondantes de 2020, principalement en raison de l'augmentation des charges liées au nettoyage et à l'entretien du fait de la COVID-19.
- Les frais de vente, frais administratifs et autres coûts ont augmenté de 17 millions de dollars (+12,2 %) au deuxième trimestre de 2021 et de 31 millions de dollars (+9,3 %) pour la période écoulée depuis le début de l'exercice par rapport à ceux des périodes correspondantes de 2020. Ces augmentations s'expliquent essentiellement par la hausse des investissements pour soutenir notre réseau et la croissance continue du secteur Colis.

5.5 Secteur Purolator

Comparativement au résultat avant impôt du deuxième trimestre et à celui des deux premiers trimestres de 2020, le résultat avant impôt du secteur Purolator a augmenté de respectivement 38 millions de dollars et de 79 millions de dollars en 2021.



Sommaire des résultats pour le deuxième trimestre et la période écoulée depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars)

	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart %	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart %
Produits d'exploitation	653	504	149	29,4 %	1 279	961	318	31,0 % ¹
Charges d'exploitation	570	460	110	23,6 %	1 138	904	234	23,0 % ¹
Résultat d'exploitation	83	44	39	90,8 %	141	57	84	147,9 %
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(6)	(5)	(1)	(35,3) %	(13)	(8)	(5)	(67,3) %
Résultat avant impôt	77	39	38	97,4 %	128	49	79	160,7 %

Les produits d'exploitation se sont accrus de 149 millions de dollars (+29,4 %) pour le deuxième trimestre de 2021 et de 318 millions de dollars (+31,0 %) pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, par rapport à ceux des périodes correspondantes de 2020. Ces augmentations sont principalement attribuables à la hausse continue des volumes dans le segment entreprise à consommateur en raison des mesures liées à la COVID-19 qui étaient en vigueur pendant la première moitié de l'année, à la forte reprise des volumes dans le marché interentreprises, avec la réouverture des entreprises au deuxième trimestre, et à l'exécution par l'entreprise de son plan visant à augmenter sa part de marché dans les secteurs canadien et transfrontalier. Toutefois, l'entreprise a commencé à voir le volume du segment entreprise à consommateur se normaliser lorsque les commerces de détail ont commencé à rouvrir à partir de la fin mai.

Les hausses salariales annuelles, une hausse des charges liées aux avantages du personnel, y compris les prestations de retraite, et l'essor des activités ont entraîné une hausse considérable des charges liées à la main-d'œuvre de respectivement 46 millions de dollars et 100 millions de dollars pour le deuxième trimestre et la période écoulée depuis le début de l'exercice 2021, par rapport à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les charges non liées à la main-d'œuvre ont augmenté de 64 millions de dollars pour le deuxième trimestre et de 134 millions de dollars pour les deux premiers trimestres de 2021, par rapport à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces augmentations sont attribuables à la croissance des volumes du segment entreprise à consommateur à coûts élevés, à la hausse des coûts du carburant entraînée par la hausse des prix et à la mise en œuvre de nouvelles mesures de santé et de sécurité découlant de la COVID-19.

5.6 Secteur SCI

Le résultat avant impôt du secteur SCI a augmenté de respectivement 5 millions de dollars et 9 millions de dollars pour le deuxième trimestre et les deux premiers trimestres de 2021, comparativement à celui des périodes correspondantes de 2020.



Sommaire des résultats pour le deuxième trimestre et la période écoulée depuis le début de l'exercice

(en millions de dollars)

	Deuxièmes trimestres clos les				Cumul jusqu'aux			
	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart %	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	Écart %
Produits d'exploitation	96	81	15	18,3 %	180	157	23	15,5 % ¹
Charges d'exploitation	86	76	10	12,7 %	163	149	14	10,1 % ¹
Résultat d'exploitation	10	5	5	109,0 %	17	8	9	120,7 %
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(1)	(1)	–	15,0 %	(2)	(2)	–	11,7 %
Résultat avant impôt	9	4	5	132,5 %	15	6	9	155,2 %

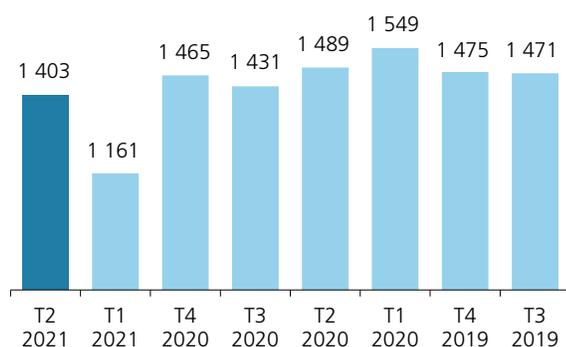
Les produits d'exploitation ont augmenté de respectivement 15 millions de dollars (+18,3 %) et 23 millions de dollars (+15,5 %) pour le deuxième trimestre et les deux premiers trimestres de 2021, par rapport à ceux des périodes correspondantes de 2020. Ces hausses s'expliquent surtout par l'accroissement des volumes provenant des clients nouveaux et existants. Les charges d'exploitation ont augmenté de respectivement 10 millions de dollars (+12,7 %) et 14 millions de dollars (+10,1 %) pour le deuxième trimestre et la période écoulée depuis le début de l'exercice 2021, par rapport à celles des périodes correspondantes de 2020, compte tenu de la hausse des charges liées aux salaires et au transport découlant de cet accroissement des volumes.

6. Liquidités et ressources en capital

Examen de nos flux de trésorerie, de nos liquidités et de nos ressources en capital

6.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions de dollars)



Le Groupe d'entreprises disposait de 1 403 millions de dollars de trésorerie et d'équivalents de trésorerie au 3 juillet 2021 par rapport à 1 465 millions de dollars au 31 décembre 2020. La diminution de 62 millions de dollars s'explique par la baisse de la trésorerie provenant du fonds de roulement (principalement attribuable au calendrier) ainsi que par l'acquisition d'immobilisations et les remboursements sur les obligations locatives, le tout en partie contrebalancé par les impôts reçus au cours de l'exercice et la charge au titre des régimes de retraite supérieure aux prestations versées. Les prestations de retraite versées ont été considérablement inférieures à la charge au titre des régimes de retraite en partie en raison de la dispense de paiements spéciaux accordée au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes en vertu de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*.

6.2 Activités d'exploitation

(en millions de dollars)

	Deuxièmes trimestres clos les			Cumul jusqu'aux		
	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	301	239	62	264	383	(119)

Pour le deuxième trimestre de 2021, les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 62 millions de dollars, par rapport à celles de la période correspondante de 2020. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont diminué de 119 millions de dollars, par rapport à celles des deux premiers trimestres de 2020. La variation positive des flux de trésorerie pour le deuxième trimestre est essentiellement attribuable aux impôts reçus et à la forte croissance du secteur Colis. La variation négative des flux de trésorerie pour la période écoulée depuis le début de l'exercice s'explique principalement par les variations des éléments du fonds de roulement et la hausse des prestations de retraite versées, en partie contrebalancées par les impôts reçus et la forte croissance des activités de livraison de colis dans les secteurs Postes Canada et Purolator.

6.3 Activités d'investissement

(en millions de dollars)

	Deuxièmes trimestres clos les			Cumul jusqu'aux		
	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(28)	(270)	242	(266)	(316)	50

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement ont diminué de 242 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2021 et de 50 millions de dollars pour les deux premiers trimestres de 2021, par rapport à celles des périodes correspondantes de 2020. Les variations positives des flux de trésorerie s'expliquent principalement par la baisse des acquisitions de titres, en partie contrebalancée par la hausse des acquisitions d'immobilisations combinée à la baisse du produit tiré de la vente de titres.

Acquisitions d'immobilisations

(en millions de dollars)

	Deuxièmes trimestres clos les			Cumul jusqu'aux		
	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$
Postes Canada	116	58	58	197	119	78
Purolator	49	17	32	109	40	69
SCI	2	2	–	3	4	(1)
Innovaposte et éléments intersectoriels	(1)	–	(1)	–	–	–
Groupe d'entreprises de Postes Canada	166	77	89	309	163	146

Les acquisitions d'immobilisations par le Groupe d'entreprises ont augmenté de 89 millions de dollars pour le deuxième trimestre et de 146 millions de dollars pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, en raison surtout des dépenses plus élevées qu'ont consacrées les secteurs Postes Canada et Purolator à la capacité des infrastructures.

6.4 Activités de financement

(en millions de dollars)

	Deuxièmes trimestres clos les			Cumul jusqu'aux		
	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$	3 juillet 2021	27 juin 2020	Écart \$
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(30)	(26)	(4)	(58)	(54)	(4)

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement du deuxième trimestre et de la période écoulée depuis le début de l'exercice 2021 sont demeurées essentiellement les mêmes par rapport à celles des périodes correspondantes de 2020.

6.5 Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes



En juin 2021, Postes Canada a déposé l'évaluation actuarielle du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) au 31 décembre 2020 auprès de l'organisme fédéral de réglementation des régimes de retraite, le Bureau du surintendant des institutions financières. Cette évaluation actuarielle a mis en lumière un excédent sur le plan de la continuité de 3,8 milliards de dollars (selon la méthode de calcul fondée sur la valeur lissée des actifs du Régime) et un déficit sur le plan de la solvabilité devant être capitalisé de 6,4 milliards de dollars (selon la méthode du ratio moyen de solvabilité sur trois ans) ou de 7,4 milliards de dollars (selon la valeur marchande des actifs du Régime).

À la fin du deuxième trimestre, le déficit sur le plan de la solvabilité du Régime (selon la valeur marchande des actifs du Régime) s'est amélioré, passant d'une évaluation de 7,4 milliards de dollars (au 31 décembre 2020) à un montant estimatif de 4,0 milliards de dollars, en raison surtout d'une hausse des taux d'actualisation et des rendements sur les actifs plus élevés que prévu. En vertu de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* et de ses règlements connexes, Postes Canada n'est pas tenue d'effectuer de paiements spéciaux de solvabilité en 2021; cependant, la volatilité du marché pourrait avoir une incidence importante sur les paiements de solvabilité pour 2022 et les années suivantes. Postes Canada continue à travailler avec son actionnaire, le gouvernement du Canada, et a demandé un allègement temporaire la dispensant de l'obligation d'effectuer des paiements dans l'avenir.

Aux fins comptables, un profit de réévaluation de 320 millions de dollars après impôt au titre du Régime a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global pour le deuxième trimestre de 2021 en raison de rendements sur les actifs plus élevés que prévu, en partie contrebalancés par une baisse des taux d'actualisation. Pour les deux premiers trimestres de 2021, les profits de réévaluation après impôt ont totalisé 2,8 milliards de dollars, principalement en raison d'une hausse des taux d'actualisation.

Pour le deuxième trimestre et les deux premiers trimestres de 2021, les cotisations pour services rendus se chiffraient à respectivement 85 millions de dollars et 157 millions de dollars, par rapport à respectivement 44 millions de dollars et 103 millions de dollars pour les périodes correspondantes de 2020.

6.6 Liquidités et ressources en capital

Liquidités

Le secteur Postes Canada disposait de 2 248 millions de dollars en placements liquides non affectés au 3 juillet 2021, soit une position de liquidité nette de 1 251 millions de dollars (une fois soustrait l'encours des prêts et emprunts de 997 millions de dollars). Le secteur disposait également de 100 millions de dollars en marges de crédit, toutes disponibles.

Postes Canada n'est pas tenue d'effectuer de paiements spéciaux de solvabilité en 2021. De son avis, la Société a des liquidités et une capacité d'emprunt autorisée suffisantes pour couvrir ses activités pour au moins les 12 prochains mois.

Les filiales de la Société disposaient d'un total de 330 millions de dollars de trésorerie non affectée et de facilités de crédit disponibles de 151 millions de dollars au 3 juillet 2021, ce qui leur assure des liquidités suffisantes pour soutenir leurs activités pendant au moins les 12 prochains mois.

Accès aux marchés financiers

Au 3 juillet 2021, les emprunts du secteur Postes Canada se chiffraient à 997 millions de dollars. La section 6.6 Liquidités et ressources en capital du Rapport de gestion annuel de 2020 donne des précisions sur les liquidités et l'accès aux marchés financiers.

7. Évolution de la situation financière

Examen des changements importants en matière d'actifs et de passifs entre le 3 juillet 2021 et le 31 décembre 2020

(en millions de dollars)

ACTIF	3 juillet 2021	31 déc. 2020	Écart \$	Écart %	Explication
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 403	1 465	(62)	(4,3) %	Consulter la section 6 Liquidités et ressources en capital.
Titres négociables	1 175	1 256	(81)	(6,4) %	L'écart est attribuable à l'échéance des titres.
Clients et autres débiteurs	972	1 065	(93)	(8,7) %	L'écart s'explique principalement par la diminution des créances dans les secteurs Postes Canada et Purolator attribuable à la baisse de produits au deuxième trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020.
Autres actifs	158	217	(59)	(27,4) %	L'écart est principalement attribuable à l'impôt reçu au cours de l'année par le secteur Postes Canada, en partie contrebalancé par la hausse des charges payées d'avance dans l'ensemble des secteurs.
Total des actifs courants	3 708	4 003	(295)	(7,4) %	
Titres négociables	82	45	37	83,6 %	L'écart est attribuable à l'achat d'obligations de sociétés.
Immobilisations corporelles	3 299	3 160	139	4,4 %	L'écart est principalement attribuable à l'excédent des acquisitions sur la charge d'amortissement.
Immobilisations incorporelles	153	141	12	8,3 %	L'écart est attribuable essentiellement à une augmentation des logiciels en cours de développement.
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 291	1 221	70	5,7 %	L'écart est principalement dû au fait que les nouveaux contrats de location et renouvellements de contrats de location ont dépassé l'amortissement dans les secteurs Postes Canada et Purolator.
Titres réservés	509	537	(28)	(5,1) %	L'écart est principalement attribuable aux pertes latentes comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour le secteur Postes Canada.
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	502	25	477	[†]	L'écart est principalement attribuable aux profits de réévaluation qui découlent d'une hausse des taux d'actualisation et aux rendements sur les actifs plus élevés que prévu.
Actifs d'impôt différé	855	1 883	(1 028)	(54,6) %	L'écart est principalement attribuable à la diminution des différences temporaires liées aux profits de réévaluation qui découlent de la hausse des taux d'actualisation.
Goodwill	130	130	–	–	Il n'y a aucun écart.
Autres actifs	63	64	(1)	(3,0) %	Il n'y a aucun écart important.
Total des actifs non courants	6 884	7 206	(322)	(4,5) %	
Total des actifs	10 592	11 209	(617)	(5,5) %	

[†] Pourcentage de variation élevé.

PASSIF	3 juillet 2021	31 déc. 2020	Écart \$	Écart %	Explication
Fournisseurs et autres créditeurs	794	878	(84)	(9,5) %	L'écart est principalement imputable à la diminution des fournisseurs et autres créditeurs des secteurs Postes Canada et Purolator découlant de la diminution et du calendrier des charges.
Salaires et avantages à payer et provisions connexes	698	812	(114)	(14,0) %	L'écart s'explique principalement par la diminution des salaires à payer et des avantages dans le secteur Postes Canada attribuable essentiellement au calendrier.
Provisions	60	61	(1)	(1,5) %	Il n'y a aucun écart important.
Impôt à payer	14	9	5	48,7 %	L'écart est attribuable au passif d'impôt prévu dans le secteur Postes Canada.
Produits reportés	168	218	(50)	(22,9) %	L'écart est principalement attribuable à la baisse des produits différés du secteur Postes Canada au titre des machines à affranchir, des timbres-poste et des colis.
Obligations locatives	128	122	6	4,2 %	Il n'y a aucun écart important.
Passif au titre des autres avantages à long terme	62	65	(3)	(3,8) %	Il n'y a aucun écart important.
Total des passifs courants	1 924	2 165	(241)	(11,1) %	
Obligations locatives	1 360	1 292	68	5,3 %	L'écart est principalement imputable aux nouveaux contrats de location et renouvellements de contrats de location des secteurs Postes Canada et Purolator, après paiements au titre de la location.
Prêts et emprunts	997	997	–	–	Il n'y a aucun écart.
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 962	7 601	(3 639)	(47,9) %	L'écart est principalement attribuable aux profits de réévaluation qui découlent d'une hausse des taux d'actualisation.
Autres passifs	33	32	1	5,2 %	Il n'y a aucun écart important.
Total des passifs non courants	6 352	9 922	(3 570)	(36,0) %	
Total des passifs	8 276	12 087	(3 811)	(31,5) %	
CAPITAUX PROPRES					
Capital d'apport	1 155	1 155	–	–	Il n'y a aucun écart.
Cumul des autres éléments du résultat global	62	92	(30)	(32,3) %	L'écart s'explique principalement par les pertes latentes sur les titres réservés à l'égard des prestations des régimes de soins dentaires et d'assurance vie temporaire et des prestations de décès du secteur Postes Canada.
Excédent (déficit) accumulé	1 044	(2 166)	3 210	*	L'écart est attribuable aux profits de réévaluation du secteur Postes Canada qui découlent surtout d'une hausse des taux d'actualisation.
Capitaux du Canada	2 261	(919)	3 180	*	
Participations ne donnant pas le contrôle	55	41	14	34,4 %	
Total des capitaux propres	2 316	(878)	3 194	*	
Total des passifs et des capitaux propres	10 592	11 209	(617)	(5,5) %	

* Calcul non significatif sur le plan mathématique.

8. Risques et gestion des risques

Examen des principaux risques de Postes Canada et incertitudes propres à nos activités et de notre approche pour gérer les risques

La direction prend en considération les risques et les possibilités à tous les niveaux de prise de décision et a mis en œuvre une approche rigoureuse en matière de gestion du risque d'entreprise. Lorsque cela convenait, Postes Canada a constitué des provisions relativement à certaines des réclamations présentées dans le Rapport de gestion de 2020. Si l'issue de ces réclamations devait différer des évaluations et des hypothèses de la direction, un ajustement considérable de la situation financière de la Société et de ses résultats d'exploitation pourrait survenir ultérieurement.

Comme le souligne le Rapport de gestion de 2020, il existe toujours des incertitudes liées à la pandémie de COVID-19 et à son incidence sur nos activités et l'économie. Les faits nouveaux relativement à nos risques émergents ou principaux au deuxième trimestre de 2021 sont les suivants :

Recours collectif concernant le régime d'assurance médicaments des employés et retraités de Postes Canada au Québec

En juin 2017, la Cour supérieure du Québec a autorisé l'exercice d'un recours collectif contre la Société. La poursuite allègue que la quote-part payée par certains travailleurs et retraités de la Société au Québec pour des médicaments d'ordonnance aux termes du régime d'assurance médicaments de Postes Canada depuis juillet 2013 excéderait le plafond annuel fixé par la *Loi sur l'assurance médicaments du Québec*. Le 9 juin 2021, la Cour supérieure du Québec a approuvé une entente de règlement conclue entre les parties. Le recours collectif a été réglé i) sans qu'aucune somme d'argent ne soit versée par Postes Canada et ii) par l'envoi d'une lettre par Postes Canada à ses travailleurs et retraités résidant au Québec expliquant les différentes options de couverture. Cette lettre, demandée par le recours collectif et qui visait à informer nos travailleurs et retraités à l'égard des politiques déjà existantes, est la seule concession consentie par Postes Canada. La lettre, dont une copie est également disponible dans l'intranet, a déjà été envoyée.

Recours collectif visant les services de livraison accélérée

Une demande a été déposée à la Cour supérieure du Québec le 6 juillet 2020 afin d'intenter un recours collectif contre Postes Canada au nom d'un groupe de clients qui, depuis le 14 mars 2020, a payé pour le service de livraison accélérée de Postes Canada, dont la garantie de livraison à temps n'a pas été respectée. Postes Canada a suspendu les garanties de livraison à temps le 19 mars 2020, jusqu'à nouvel ordre, en raison de la situation entourant la COVID-19, et a apporté des changements à son mode de fonctionnement afin de protéger la santé et la sécurité de ses employés et des Canadiens. La poursuite allègue que Postes Canada a néanmoins continué à promouvoir les garanties de livraison de services accélérés tout en refusant de les honorer. Le recours collectif proposé, qui est maintenant composé uniquement de consommateurs (plutôt que de comptes commerciaux) dans la province de Québec seulement, cherche à obtenir des remboursements complets, des dommages-intérêts compensatoires et des dommages-intérêts punitifs. Le recours collectif n'a pas encore été autorisé par la Cour.

9. Estimations comptables critiques et faits nouveaux concernant les méthodes comptables

Examen des estimations comptables critiques et des changements de méthodes comptables en 2021 et dans les exercices ultérieurs

9.1 Estimations comptables critiques et incertitudes relatives aux estimations

L'établissement des états financiers intermédiaires de la Société exige que la direction se fonde sur l'information dont elle dispose pour porter des jugements, faire des estimations et poser des hypothèses qui sont complexes et subjectifs et qui influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers intermédiaires et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, estimations et hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, estimations et hypothèses ainsi que d'autres estimations et hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures.

Les estimations comptables critiques du Groupe d'entreprises demeurent essentiellement inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent. D'autres renseignements sur ces estimations sont présentés dans le Rapport de gestion annuel de 2020 et à la note 4 Estimations et jugements comptables critiques afférente aux états financiers consolidés de 2020 ainsi qu'à la note 2 Base de présentation afférente au rapport financier du deuxième trimestre.

COVID-19

La pandémie de COVID-19 a eu d'importantes répercussions sur les économies canadienne et mondiale, y compris sur nos activités en 2020, qui pourraient avoir une incidence négative prolongée sur nos résultats financiers. Alors que la situation liée à la COVID-19 augmente à la fois en ampleur et en durée, le prolongement de cette situation pourrait entraîner un ralentissement économique qui pourrait avoir une incidence négative prolongée sur nos résultats financiers. Il existe un large éventail de dénouements possibles, ce qui entraîne un degré d'incertitude particulièrement élevé quant à la trajectoire finale de cette situation. La possibilité de recouvrement et la dépréciation des actifs financiers et non financiers, la comptabilisation de la juste valeur des actifs financiers, l'évaluation des régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite, des autres obligations au titre des autres régimes de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi, les actifs d'impôt différé, les paiements spéciaux de solvabilité, le moment de la comptabilisation des produits et les modifications de contrats font partie des autres incertitudes d'estimation, des jugements importants et des risques résultant de la COVID-19.

9.2 Prises de position en comptabilité

a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations

Il n'y a eu aucune modification publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

Voici les nouvelles normes, modifications et interprétations publiées par l'IASB ou l'IFRS Interpretations Committee susceptibles d'avoir une incidence future sur le Groupe d'entreprises. Le Groupe d'entreprises évalue l'incidence de l'adoption de ces modifications.

Modification	En vigueur pour les exercices ouverts à compter du
Modifications à la Norme internationale d'information financière (IFRS) 3, <i>Regroupement d'entreprises – Référence au Cadre conceptuel</i>	1 ^{er} janvier 2022
Modifications à la Norme comptable internationale (IAS) 16, <i>Immobilisations corporelles – Produit antérieur à l'utilisation prévue</i>	
Modifications à l'IAS 37, <i>Contrats déficitaires – Coût d'exécution du contrat</i>	
Modifications à l'IFRS 16, <i>Contrats de location – Avantages incitatifs à la location</i>	
Modifications à l'IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>	1 ^{er} janvier 2023
Modifications à l'IAS 1, <i>Présentation des états financiers – Informations à fournir sur les méthodes comptables</i> et à l'énoncé de pratiques en IFRS 2, <i>Porter des jugements sur l'importance relative</i>	
Modifications à l'IAS 8, <i>Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs – Définition d'estimations comptables</i>	
Modifications à l'IAS 12, <i>Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction</i>	

Note de fin de texte

- Après ajustement en fonction du nombre de jours ouvrables ou de journées payées, s'il y a lieu.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires (états financiers intermédiaires) conformément à la Directive sur les normes comptables : *GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires.

À notre connaissance, ces états financiers intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires.

Le président-directeur général,



Le chef des finances,



Le 19 août 2021

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière

(Non audité – en millions de dollars canadiens)

	Au 3 juillet 2021	Au 31 décembre 2020
ACTIF		
Actifs à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 403	1 465
Titres négociables	1 175	1 256
Clients, autres débiteurs et actifs sur contrat	972	1 065
Autres actifs (note 4)	158	217
Total des actifs courants	3 708	4 003
Actifs non courants		
Titres négociables	82	45
Immobilisations corporelles (note 5)	3 299	3 160
Immobilisations incorporelles (note 5)	153	141
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 5)	1 291	1 221
Titres réservés	509	537
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite (note 6)	502	25
Actifs d'impôt différé	855	1 883
Goodwill	130	130
Autres actifs (note 4)	63	64
Total des actifs non courants	6 884	7 206
Total des actifs	10 592	11 209
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	794	878
Salaires et avantages à payer et provisions connexes	698	812
Provisions	60	61
Impôt à payer	14	9
Produits différés	168	218
Obligations locatives (note 7)	128	122
Passifs au titre des autres avantages à long terme (note 6)	62	65
Total des passifs courants	1 924	2 165
Passifs non courants		
Obligations locatives (note 7)	1 360	1 292
Prêts et emprunts	997	997
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 6)	3 962	7 601
Autres passifs	33	32
Total des passifs non courants	6 352	9 922
Total des passifs	8 276	12 087
Capitaux propres		
Capital d'apport	1 155	1 155
Cumul des autres éléments du résultat global (note 8)	62	92
Excédent (déficit) accumulé	1 044	(2 166)
Capitaux du Canada	2 261	(919)
Participations ne donnant pas le contrôle	55	41
Total des capitaux propres	2 316	(878)
Total des passifs et des capitaux propres	10 592	11 209
Passifs éventuels (note 9)		

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global

(Non audité – en millions de dollars canadiens)

	Périodes de 13 semaines closes les		Périodes de 26 semaines closes les	
	3 juillet 2021	27 juin 2020	3 juillet 2021	27 juin 2020
Produits d'exploitation (note 14)	2 521	2 178	5 141	4 360
Charges d'exploitation				
Main-d'œuvre	1 239	1 188	2 500	2 275
Avantages du personnel	473	568	959	983
	1 712	1 756	3 459	3 258
Autres charges d'exploitation (note 11)	739	632	1 508	1 248
Amortissement (note 5)	112	108	221	215
Total des charges d'exploitation	2 563	2 496	5 188	4 721
Perte d'exploitation	(42)	(318)	(47)	(361)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement				
Produits de placement et autres produits (note 12)	5	9	18	23
Charges financières et autres charges (note 12)	(27)	(24)	(54)	(48)
Charges nettes liées aux activités d'investissement et de financement	(22)	(15)	(36)	(25)
Perte avant impôt	(64)	(333)	(83)	(386)
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(15)	(84)	(19)	(98)
Perte nette	(49)	(249)	(64)	(288)
Autres éléments du résultat global (note 8)				
Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net				
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	7	24	(28)	31
Écart de conversion	–	(1)	(2)	–
Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net				
Réévaluations des régimes à prestations définies	273	(3 529)	3 288	(1 185)
Autres éléments du résultat global	280	(3 506)	3 258	(1 154)
Résultat global	231	(3 755)	3 194	(1 442)
Résultat net attribuable au (aux) :				
Gouvernement du Canada	(53)	(251)	(71)	(291)
Participations ne donnant pas le contrôle	4	2	7	3
	(49)	249	(64)	(288)
Résultat global attribuable au (aux) :				
Gouvernement du Canada	226	(3 751)	3 180	(1 440)
Participations ne donnant pas le contrôle	5	(4)	14	(2)
	231	(3 755)	3 194	(1 442)

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres

(Non audité – en millions de dollars canadiens)

Période de 13 semaines close le 3 juillet 2021	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Excédent (déficit) accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 3 avril 2021	1 155	55	825	2 035	50	2 085
Résultat net	–	–	(53)	(53)	4	(49)
Autres éléments du résultat global (note 8)	–	7	272	279	1	280
Résultat global	–	7	219	226	5	231
Solde au 3 juillet 2021	1 155	62	1 044	2 261	55	2 316

Période de 13 semaines close le 27 juin 2020	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Excédent (déficit) accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 28 mars 2020	1 155	72	977	2 204	37	2 241
Résultat net	–	–	(251)	(251)	2	(249)
Autres éléments du résultat global (note 8)	–	23	(3 523)	(3 500)	(6)	(3 506)
Résultat global	–	23	(3 774)	(3 751)	(4)	(3 755)
Solde au 27 juin 2020	1 155	95	(2 797)	(1 547)	33	(1 514)

Période de 26 semaines close le 3 juillet 2021	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Excédent (déficit) accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2020	1 155	92	(2 166)	(919)	41	(878)
Résultat net	–	–	(71)	(71)	7	(64)
Autres éléments du résultat global (note 8)	–	(30)	3 281	3 251	7	3 258
Résultat global	–	(30)	3 210	3 180	14	3 194
Solde au 3 juillet 2021	1 155	62	1 044	2 261	55	2 316

Période de 26 semaines close le 27 juin 2020	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Excédent (déficit) accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2019	1 155	64	(1 326)	(107)	35	(72)
Résultat net	–	–	(291)	(291)	3	(288)
Autres éléments du résultat global (note 8)	–	31	(1 180)	(1 149)	(5)	(1 154)
Résultat global	–	31	(1 471)	(1 440)	(2)	(1 442)
Solde au 27 juin 2020	1 155	95	(2 797)	(1 547)	33	(1 514)

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie

(Non audité – en millions de dollars canadiens)

	Périodes de 13 semaines closes les		Périodes de 26 semaines closes les	
	3 juillet 2021	27 juin 2020	3 juillet 2021	27 juin 2020
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Résultat net	(49)	(249)	(64)	(288)
Ajustements visant à rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :				
Amortissement (note 5)	112	108	221	215
Charges au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 6)	294	416	582	671
Paiements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 6)	(160)	(103)	(314)	(232)
Profit sur la vente d'immobilisations (note 12)	–	–	(8)	–
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(15)	(84)	(19)	(98)
Charges d'intérêts nettes (note 12)	17	12	33	19
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation :				
Diminution (augmentation) des clients et autres débiteurs	4	(34)	93	19
Augmentation (diminution) des fournisseurs et autres créditeurs	101	129	(84)	73
(Diminution) augmentation des salaires et avantages à payer et provisions connexes	(43)	6	(116)	42
Augmentation (diminution) des provisions	1	3	(1)	(3)
(Augmentation) diminution nette d'autres éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	(41)	33	(87)	4
Autres charges sans effet sur la trésorerie, montant net	(3)	(3)	(6)	(7)
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant intérêts et impôt	218	234	230	415
Intérêts perçus	12	18	19	32
Intérêts payés	(10)	(11)	(41)	(42)
Impôts perçus (payés)	81	(2)	56	(22)
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	301	239	264	383
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Acquisition de titres	(230)	(641)	(596)	(977)
Produit de la vente de titres	366	446	627	821
Acquisition d'immobilisations	(166)	(77)	(309)	(163)
Produit de la vente d'immobilisations	1	1	11	1
Autres activités d'investissement, montant net	1	1	1	2
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(28)	(270)	(266)	(316)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Remboursements d'obligations locatives, après déduction du produit des contrats de sous-location classés en tant que contrats de location-financement	(30)	(27)	(59)	(54)
Autres activités de financement, montant net	–	1	1	–
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(30)	(26)	(58)	(54)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	243	(57)	(60)	13
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	1 161	1 549	1 465	1 475
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(1)	(3)	(2)	1
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	1 403	1 489	1 403	1 489

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires

Pour la période de 26 semaines close le 3 juillet 2021
(non audités, en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1. Constitution, activités et instructions

Établie en 1981 par la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société canadienne des postes (la Société) est une société d'État qui figure à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle est mandataire de Sa Majesté. Son siège social est situé au 2701, promenade Riverside, Ottawa (Ontario), au Canada.

La Société exploite un service postal de collecte, de transmission et de livraison de messages, de renseignements, de fonds ou de marchandises au pays ainsi qu'entre le Canada et l'étranger. Tout en assurant l'essentiel du service postal de base, la Société doit, en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, exécuter sa mission en veillant à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

La *Loi sur la Société canadienne des postes* donne à la Société l'exclusivité (à quelques exceptions près) de la collecte et de la transmission des lettres, et de leur livraison aux destinataires au Canada. La Société est également assujettie à des instructions émises en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, comme l'indique la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'état de ces directives demeure inchangé.

2. Règles de présentation

Déclaration de conformité • La Société a établi ses états financiers consolidés résumés intermédiaires (états financiers intermédiaires) conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Conformément aux dispositions de cette norme, les présents états financiers intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans des états financiers consolidés annuels. Ils doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Les présents états financiers intermédiaires ont été préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées et en vigueur à la date de clôture. Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires et en a autorisé la publication le 19 août 2021.

Règles de présentation • Les présents états financiers intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour les cas autorisés par les IFRS et lorsque les notes indiquent qu'une autre méthode a été appliquée. Même si la date de clôture de l'exercice de la Société, qui est le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne correspondent pas nécessairement aux trimestres de l'année civile. De fait, les trimestres financiers de la Société ont 13 semaines. Les montants sont présentés en millions de dollars, sauf indication contraire.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation • Les présents états financiers intermédiaires sont présentés en dollars canadiens. Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle de la Société.

Caractère saisonnier des activités • Le volume des opérations consolidées de la Société varie au cours d'un même exercice, les pics de demande ayant lieu pendant les fêtes de fin d'année au cours du quatrième trimestre. Pendant les trois premiers trimestres de l'exercice, la demande baisse généralement de manière constante et les creux ont habituellement lieu pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les opérations consolidées prennent en compte des coûts fixes importants qui ne varient pas à court terme en fonction des fluctuations de la demande de services.

Principales méthodes comptables • Les principales méthodes comptables utilisées aux fins des présents états financiers intermédiaires sont énoncées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Les méthodes comptables ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Méthode de consolidation • Les présents états financiers intermédiaires comprennent les comptes de la Société et de ses filiales : Les Investissements Purolator Ltée (Purolator), Groupe SCI inc. (SCI) et Innovapost Inc. (Innovaposte). La Société, Purolator, SCI et Innovaposte sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada ou de Groupe d'entreprises.

Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations • L'établissement des états financiers intermédiaires de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs, en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers intermédiaires et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses ainsi que d'autres estimations ou hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures. Les jugements critiques et les sources principales d'incertitude relative aux estimations sont présentés dans la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

COVID-19 • Déclarée pandémie au mois de mars 2020, la COVID-19 a eu d'importantes répercussions sur les économies canadienne et mondiale, y compris nos activités en 2020 et en 2021, et pourrait continuer d'en avoir dans l'avenir. Parmi d'autres incertitudes d'estimation, de jugements importants et de risques résultant de la COVID-19, on compte la possibilité de recouvrement et la dépréciation des actifs financiers et non financiers, la comptabilisation de la juste valeur des actifs financiers, le moment de la comptabilisation des produits et les modifications de contrats.

La volatilité des taux d'actualisation fondés sur le marché et des rendements des actifs du régime de retraite qui en découle pourrait avoir une incidence négative sur le déficit du régime de retraite de la Société en 2021 et sur les paiements de solvabilité pour 2022 et les années suivantes; laquelle incidence pourrait être plus importante que prévu. Cette volatilité est également inhérente aux obligations au titre des prestations de retraite qui déterminent les actifs d'impôt différé. De plus, cette volatilité pourrait influencer sur la dépréciation des actifs non financiers, car l'analyse de la dépréciation nécessite l'établissement de prévisions de flux de trésorerie qui sont assujetties aux incertitudes importantes susmentionnées. Des informations additionnelles ont été ajoutées au sujet de l'incidence sur nos états financiers intermédiaires.

3. Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées

a) Nouvelles normes, modifications et interprétations entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2021

L'International Accounting Standards Board (IASB) n'a publié aucune modification nécessitant une adoption obligatoire par le Groupe d'entreprises au 1^{er} janvier 2021.

b) Normes, modifications ou interprétations qui ne sont pas encore en vigueur

En plus de celles présentées à la note 5 b) des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 et à la note 3 b) du rapport financier du premier trimestre de la Société clos le 3 avril 2021, l'IASB a publié en mai 2021 une modification à la norme suivante qui s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'application anticipée est permise. Le Groupe d'entreprises évalue l'incidence de l'adoption de cette modification.

Norme	Objet et portée
Modifications à l'IAS 12, <i>Impôts sur le résultat – Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction</i>	Les modifications précisent que l'exemption relative à la comptabilisation initiale ne s'applique pas aux transactions, telles que les contrats de location et les obligations relatives au démantèlement, qui donnent lieu à des montants égaux de différences temporaires compensatoires imposables lors de la comptabilisation initiale. Déterminer si les paiements effectués pour régler un passif sont des déductions attribuables (à des fins fiscales) au passif (et aux charges d'intérêts) ou à la composante actif connexe (et aux charges d'intérêts) est une question de jugement.

4. Autres actifs

(en millions)

	Au 3 juillet 2021	Au 31 décembre 2020
Impôt à recevoir	2	96
Charges payées d'avance	156	120
Actifs détenus en vue de la vente	2	2
Créances au titre de contrats de location-financement	13	15
Autres débiteurs	48	48
Total des autres actifs	221	281
Autres actifs courants	158	217
Autres actifs non courants	63	64

Au 3 juillet 2021, la totalité des biens classés comme étant détenus en vue de la vente concernait le secteur d'activité Postes Canada. Il est prévu que le produit de la vente de ces biens permettra de recouvrer entièrement leur valeur comptable.

Le tableau qui suit présente les paiements non actualisés au titre de la location devant être reçus annuellement pour chacune des périodes indiquées.

(en millions)

	Au 3 juillet 2021	Au 31 décembre 2020
Flux de trésorerie contractuels non actualisés		
Moins de un an	6	5
De un an à cinq ans	7	10
Total des créances non actualisées au titre des contrats de location-financement	13	15

5. Immobilisations

a) Immobilisations corporelles

(en millions)

	Terrains	Bâtiments	Améliora- tions locatives	Matériel des installations	Véhicules	Comptoirs de vente, mobilier et matériel de bureau	Autre matériel	Actifs en cours de dévelop- pement	Total
Coût									
31 décembre 2020	457	2 280	375	1 211	679	368	1 064	273	6 707
Entrées	1	9	3	9	43	12	31	171	279
Reclassement comme actifs détenus en vue de la vente	(1)	(7)	–	–	–	–	–	–	(8)
Mises hors service	–	–	(3)	(10)	(1)	(17)	(3)	–	(34)
Transferts	–	3	4	2	–	–	1	(10)	–
3 juillet 2021	457	2 285	379	1 212	721	363	1 093	434	6 944
Cumul des amortissements									
31 décembre 2020	–	1 262	269	814	405	292	505	–	3 547
Amortissement	–	30	8	36	26	11	26	–	137
Reclassement comme actifs détenus en vue de la vente	–	(6)	–	–	–	–	–	–	(6)
Mises hors service	–	–	(3)	(9)	(1)	(17)	(3)	–	(33)
3 juillet 2021	–	1 286	274	841	430	286	528	–	3 645
Valeur comptable									
31 décembre 2020	457	1 018	106	397	274	76	559	273	3 160
3 juillet 2021	457	999	105	371	291	77	565	434	3 299

b) Immobilisations incorporelles

(en millions)

	Logiciels	Logiciels en cours de développement	Contrats de service et relations clients	Total
Coût				
31 décembre 2020	856	67	22	945
Entrées	2	31	–	33
Transferts	6	(6)	–	–
3 juillet 2021	864	92	22	978
Cumul des amortissements				
31 décembre 2020	782	–	22	804
Amortissement	18	3	–	21
3 juillet 2021	800	3	22	825
Valeur comptable				
31 décembre 2020	74	67	–	141
3 juillet 2021	64	89	–	153

c) Actifs au titre de droits d'utilisation

(en millions)

	Terrains	Immeubles (contrats de location bruts)	Immeubles (contrats de location nets)	Véhicules	Matériel des installations	Total
Valeur comptable						
31 décembre 2020	118	284	804	14	1	1 221
Entrées	–	23	103	7	–	133
Amortissement	(2)	(14)	(43)	(4)	–	(63)
3 juillet 2021	116	293	864	17	1	1 291

6. Régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme**a) Passif net au titre des prestations définies**

Le passif net au titre des prestations définies comptabilisé et présenté à l'état intermédiaire de la situation financière se présente comme suit :

(en millions)

	Au 3 juillet 2021	Au 31 décembre 2020
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	502	25
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite	10	3 231
Passifs au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	4 014	4 435
Total des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	4 024	7 666
Partie courante des passifs au titre des autres avantages à long terme	62	65
Partie non courante des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 962	7 601

b) Coût des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies

Les composantes du coût des régimes à prestations définies et des régimes à cotisations définies comptabilisées à l'état intermédiaire du résultat global se présentent comme suit :

(en millions)

	Période de 13 semaines close le 3 juillet 2021			Période de 13 semaines close le 27 juin 2020		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de la période	197	34	231	179	32	211
Coût financier	229	30	259	245	31	276
Produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(207)	–	(207)	(224)	–	(224)
Autres frais administratifs	3	–	3	4	–	4
(Profits actuariels) pertes actuarielles ¹	–	–	–	–	20	20
Pertes découlant des modifications de régimes ²	–	–	–	–	122	122
Charge au titre des prestations définies	222	64	286	204	205	409
Charge au titre des cotisations définies	8	–	8	7	–	7
Charge totale	230	64	294	211	205	416
Rendement des titres réservés	–	(4)	(4)	–	(4)	(4)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	230	60	290	211	201	412
(Profits) pertes de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(1 157)	–	(1 157)	(1 864)	–	(1 864)
(Profits actuariels) pertes actuarielles	719	74	793	5 755	816	6 571
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global^{3, 4, 5}	(438)	74	(364)	3 891	816	4 707

1. Les réévaluations des régimes des autres avantages à long terme sont comptabilisées en résultat net pour l'exercice au cours duquel elles se produisent. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les régimes des autres avantages à long terme du secteur Postes Canada au 3 juillet 2021 se chiffrait à 2,76 % comparativement à 2,89 % au 3 avril 2021 (2,40 % au 27 juin 2020 comparativement à 3,70 % au 28 mars 2020). Étant donné qu'il n'y a eu aucune variation importante du taux d'actualisation, les régimes des autres avantages à long terme du secteur Postes Canada n'ont pas été réévalués au 3 juillet 2021.
2. Au deuxième trimestre de 2020, l'arbitre a rendu sa décision concernant les conventions collectives du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU) et du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS). Cette décision a élargi l'admissibilité au régime de soins médicaux postérieurs à l'emploi des employés représentés par le STTP-FFRS, donnant lieu à une perte de 122 millions de dollars.
3. Les montants présentés dans ce tableau excluent une charge d'impôt de 91 millions de dollars pour la période de 13 semaines close le 3 juillet 2021 (recouvrement de 1 178 millions de dollars pour la période de 13 semaines close le 27 juin 2020).
4. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au 3 juillet 2021 se chiffraient respectivement à 3,27 % et à 3,39 %, comparativement à 3,41 % et à 3,53 % au 3 avril 2021 (2,90 % au 27 juin 2020 comparativement à 4,20 % et à 4,30 % respectivement au 28 mars 2020).
5. Pour 2021, les taux d'actualisation étaient fondés sur les flux de trésorerie réels des régimes plutôt que sur des taux établis pour des régimes d'une durée similaire, comme c'était le cas en 2020.

	Période de 26 semaines close le 3 juillet 2021			Période de 26 semaines close le 27 juin 2020		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de la période	398	68	466	355	62	417
Coût financier	461	61	522	482	61	543
Produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(417)	–	(417)	(441)	–	(441)
Autres frais administratifs	7	–	7	7	–	7
(Profits actuariels) pertes actuarielles ¹	–	(12)	(12)	–	9	9
Pertes découlant des modifications de régimes ²	–	–	–	–	123	123
Charge au titre des prestations définies	449	117	566	403	255	658
Charge au titre des cotisations définies	16	–	16	13	–	13
Charge totale	465	117	582	416	255	671
Rendement des titres réservés	–	(8)	(8)	–	(8)	(8)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	465	109	574	416	247	663
(Profits) pertes de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes, à l'exclusion du produit d'intérêts généré par les actifs des régimes	(767)	–	(767)	428	–	428
(Profits actuariels) pertes actuarielles	(3 159)	(461)	(3 620)	945	209	1 154
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global^{3,4,5}	(3 926)	(461)	(4 387)	1 373	209	1 582

1. Les réévaluations des régimes des autres avantages à long terme sont comptabilisées en résultat net pour l'exercice au cours duquel elles se produisent. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les régimes des autres avantages à long terme du secteur Postes Canada au 3 juillet 2021 se chiffrait à 2,76 % comparativement à 2,09 % au 31 décembre 2020 (2,40 % au 27 juin 2020 comparativement à 2,90 % au 31 décembre 2019). Étant donné qu'il n'y a eu aucune variation importante du taux d'actualisation à compter du 3 avril 2021, les régimes des autres avantages à long terme du secteur Postes Canada n'ont pas été réévalués au 3 juillet 2021.
2. Au deuxième trimestre de 2020, l'arbitre a rendu sa décision concernant les conventions collectives du STTP-EPU et du STTP-FFRS. Cette décision a élargi l'admissibilité au régime de soins médicaux postérieurs à l'emploi des employés représentés par le STTP-FFRS, donnant lieu à une perte de 122 millions de dollars. Au premier trimestre de 2020, une perte de 1 million de dollars résultant des modifications au régime a été comptabilisée en raison de la ratification d'une nouvelle entente collective avec l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA) qui comprenait des modifications au régime de soins médicaux postérieurs à l'emploi.
3. Les montants présentés dans ce tableau excluent une charge d'impôt de 1 099 millions de dollars pour la période de 26 semaines close le 3 juillet 2021 (recouvrement de 397 millions de dollars pour la période de 26 semaines close le 27 juin 2020).
4. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au 3 juillet 2021 se chiffraient respectivement à 3,27 % et à 3,39 %, comparativement à 2,67 % et à 2,74 % au 31 décembre 2020 (2,90 % au 27 juin 2020 comparativement à 3,10 % et à 3,20 % respectivement au 31 décembre 2019).
5. Pour 2021, les taux d'actualisation étaient fondés sur les flux de trésorerie réels des régimes plutôt que sur des taux établis pour des régimes d'une durée similaire, comme c'était le cas auparavant.

c) Total des paiements en trésorerie et allègement de la capitalisation

Le total des paiements versés en espèces au titre des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme pour le Groupe d'entreprises se présente comme suit :

(en millions)

	Périodes de 13 semaines closes les		Périodes de 26 semaines closes les	
	3 juillet 2021	27 juin 2020	3 juillet 2021	27 juin 2020
Prestations versées directement aux bénéficiaires au titre des régimes des autres avantages	35	31	77	69
Cotisations régulières de l'employeur aux régimes de retraite	104	64	195	137
Cotisations spéciales de l'employeur aux régimes de retraite	13	1	26	13
Paiements versés en espèces au titre des régimes à prestations définies	152	96	298	219
Cotisations aux régimes à cotisations définies	8	7	16	13
Total des paiements versés en espèces	160	103	314	232

L'estimation du montant total des cotisations aux régimes de retraite à prestations définies en 2021 pour le Groupe d'entreprises n'a pas évolué de manière significative par rapport au montant présenté dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

En vertu de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension* et de ses règlements connexes, Postes Canada n'est pas tenue d'effectuer de paiements spéciaux de solvabilité en 2021; cependant, la volatilité du marché pourrait avoir une incidence importante sur les paiements pour 2022 et les années suivantes. La Société a demandé à son actionnaire, le gouvernement du Canada, un allègement temporaire la dispensant de l'obligation d'effectuer les paiements futurs.

7. Obligations locatives

a) Obligations locatives

(en millions)

	Au 3 juillet 2021	Au 31 décembre 2020
Analyse des échéances – flux de trésorerie contractuels non actualisés^{1,2}		
Moins de un an	161	157
De un an à cinq ans	547	527
Plus de cinq ans	1 256	1 197
Total des obligations locatives non actualisées	1 964	1 881
Obligations locatives comptabilisées à l'état consolidé de la situation financière	1 488	1 414
Obligations locatives courantes	128	122
Obligations locatives non courantes	1 360	1 292

- Les montants présentés dans le tableau qui précède comprennent des paiements au titre de la location (flux de trésorerie non actualisés) totalisant 23 millions de dollars (26 millions de dollars au 31 décembre 2020) qui seront versés, dans le cours normal des activités, à des parties liées pour des locaux destinés aux services postaux.
- Les contrats de location qui ne sont pas encore en vigueur, mais pour lesquels des engagements avaient été pris au 3 juillet 2021, prévoient des sorties de trésorerie futures de 43 millions de dollars qui sont prises en compte dans l'analyse des échéances ci-dessus, mais pas dans l'évaluation de ces obligations locatives (74 millions de dollars au 31 décembre 2020).

b) Variations des passifs attribuables aux activités de financement

(en millions)

	31 décembre 2020	Paiements	Intérêts	Entrées (contrats de location nets)	3 juillet 2021
Obligations locatives	1 414	(79)	20	133	1 488

8. Autres éléments du résultat global

(en millions)

Période de 26 semaines close le 3 juillet 2021	Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net			Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net	
	Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	Cumul des écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Réévaluations des régimes à prestations définies	Autres éléments du résultat global
Solde cumulé au 31 décembre 2020	88	4	92		
Profits (pertes) de la période	(37)	(2)	(39)	4 387	4 348
Impôt sur le résultat	9	–	9	(1 099)	(1 090)
Montant net	(28)	(2)	(30)	3 288	3 258
Solde cumulé au 3 juillet 2021	60	2	62		

9. Passifs éventuels

Aucun changement important n'a été apporté aux passifs éventuels présentés à la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, à l'exception de ce qui suit.

Recours collectif visant les services de livraison accélérée

Une demande a été déposée à la Cour supérieure du Québec le 6 juillet 2020 afin d'intenter un recours collectif contre Postes Canada au nom d'un groupe de clients qui, depuis le 14 mars 2020, a payé pour le service de livraison accélérée de Postes Canada, dont la garantie de livraison à temps n'a pas été respectée. Postes Canada a suspendu les garanties de livraison à temps le 19 mars 2020, jusqu'à nouvel ordre, en raison de la situation entourant la COVID-19, et a apporté des changements à son mode de fonctionnement afin de protéger la santé et la sécurité de ses employés et des Canadiens. La poursuite allègue que Postes Canada a néanmoins continué à promouvoir les garanties de livraison de services accélérés tout en refusant de les honorer. Le recours collectif proposé, qui est maintenant composé uniquement de consommateurs (plutôt que de comptes commerciaux) dans la province de Québec, cherche à obtenir des remboursements complets, des dommages-intérêts compensatoires et des dommages-intérêts punitifs. Le recours collectif n'a pas encore été autorisé par la Cour.

Recours collectif visant la quote-part payée pour des médicaments d'ordonnance

En juin 2017, la Cour supérieure du Québec a autorisé l'exercice d'un recours collectif contre la Société. La poursuite allègue que la quote-part payée par certains travailleurs et retraités de la Société au Québec pour des médicaments d'ordonnance aux termes du régime d'assurance médicaments de Postes Canada depuis juillet 2013 excéderait le plafond annuel fixé en vertu de la loi qui régit la Régie de l'assurance maladie du Québec. Le 9 juin 2021, la Cour supérieure du Québec a approuvé une entente de règlement conclue entre les parties. Le recours collectif a été réglé i) sans qu'aucune somme d'argent ne soit versée par Postes Canada et ii) par l'envoi d'une lettre par Postes Canada à ses travailleurs et retraités résidant au Québec expliquant les différentes options de couverture. Cette lettre, demandée par le recours collectif et qui visait à informer nos travailleurs et retraités des politiques déjà existantes, est la seule concession consentie par Postes Canada. La lettre, dont une copie est également disponible sur Intraposte, a déjà été envoyée.

10. Justes valeurs et risques découlant des instruments financiers

Justes valeurs des instruments financiers

Les justes valeurs des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des titres réservés, des clients et autres débiteurs, des fournisseurs et autres créditeurs ainsi que des salaires et avantages à payer et des provisions connexes correspondent à une approximation raisonnable de leurs valeurs comptables présentées à l'état de la situation financière. En outre, ces instruments financiers sont classés au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur et leurs justes valeurs estimatives sont appliquées sur une base récurrente. Il n'y a eu aucun transfert entre les différents niveaux de la hiérarchie de la juste valeur au cours de la période de 26 semaines close le 3 juillet 2021.

Facteurs de risques financiers

Les instruments financiers du Groupe d'entreprises l'exposent à un éventail de risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque marchandises), le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces risques financiers n'ont pas changé de manière importante depuis la fin de la dernière période de présentation de l'information financière.

a) Risque de marché

Risque de change • L'exposition au risque de change provient principalement du secteur Postes Canada, pour lequel elle est surtout attribuable aux règlements internationaux avec les administrations postales étrangères et au remboursement des mandats-poste libellés en monnaies étrangères. L'obligation de la Société de parvenir à un règlement avec les administrations postales étrangères est libellée en droits de tirage spéciaux (DTS), soit un panier de monnaies étrangères comprenant le dollar américain (\$ US), l'euro (€), la livre sterling (£), le yen japonais (¥) et le renminbi chinois (CN¥), alors que les paiements sont généralement libellés en dollars américains.

Le secteur Postes Canada possède un programme de couverture économique visant à réduire les risques liés aux soldes en monnaies étrangères et aux ventes libellées en DTS prévues. La COVID-19 a entraîné une volatilité accrue des marchés, y compris les taux de change; cependant, l'ajustement de réévaluation à la valeur de marché au titre des contrats de change à terme en vigueur détenus au 3 juillet 2021 n'était pas important.

Les profits (pertes) de change et les profits (pertes) sur dérivés comptabilisés s'établissent comme suit :

(en millions)

	Période de 13 semaines close le 3 juillet 2021			Période de 13 semaines close le 27 juin 2020		
	Profits (pertes) de change	Profits sur dérivés	Total	Profits (pertes) de change	Profits (pertes) sur dérivés	Total
Latents	1	2	3	(14)	8	(6)
Réalisés	(4)	1	(3)	3	(1)	2
Total	(3)	3	–	(11)	7	(4)

	Période de 26 semaines close le 3 juillet 2021			Période de 26 semaines close le 27 juin 2020		
	Pertes de change	Profits sur dérivés	Total	Profits de change	Pertes sur dérivés	Total
Latents	(3)	7	4	3	(8)	(5)
Réalisés	(6)	3	(3)	8	(1)	7
Total	(9)	10	1	11	(9)	2

b) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles et amène le Groupe d'entreprises à subir une perte financière. Le risque de crédit découle des placements dans des sociétés et des institutions financières, ainsi que du crédit consenti aux clients grossistes et commerciaux, notamment les créances impayées. Les ventes aux consommateurs sont réglées par les clients au comptant ou au moyen des principales cartes de crédit. Il existe une incertitude de mesure accrue étant donné que l'ampleur et la durée de la pandémie de COVID-19 demeurent inconnues.

b.1) Équivalents de trésorerie, titres négociables et titres réservés • La COVID-19 a créé une volatilité dans les conditions des marchés à l'échelle mondiale. Les écarts de rendement des obligations se sont creusés et les taux de défaillance ont augmenté, entraînant une hausse du risque de crédit. Nous avons revu et augmenté nos estimations des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir à l'égard de certains titres négociables et de certains placements en titres réservés pour des catégories de placements dont les échéances sont supérieures à 12 mois. Aucune modification n'a été apportée à cette évaluation au cours de la période close le 3 juillet 2021.

b.2) Clients et autres débiteurs • Pour estimer les pertes de crédit attendues pour la durée de vie, le Groupe d'entreprises se sert de la modélisation du risque et de provisions spécifiques. Le modèle de risque utilise des informations prospectives pour relever une détérioration du crédit. Les provisions spécifiques tiennent compte des montants en souffrance qui n'ont pas été radiés parce que les efforts internes de recouvrement se poursuivent. En raison du ralentissement persistant dans certains secteurs de l'économie canadienne causé par la COVID-19, nous continuons une surveillance active de la balance chronologique, de l'utilisation du crédit et de la modélisation du risque pour évaluer la provision pour pertes de crédit attendues de nos comptes clients commerciaux.

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court une société de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations financières lorsque celles-ci deviennent exigibles. Le Groupe d'entreprises gère le risque de liquidité en constituant des réserves suffisantes de trésorerie, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant les flux de trésorerie prévus et réels, et en rapprochant les profils d'échéance des actifs financiers et des passifs financiers. L'excédent de trésorerie est investi dans un éventail de titres à court terme du marché monétaire. De l'avis de la direction, le Groupe d'entreprises investit dans des titres de qualité de crédit supérieure de gouvernements ou de sociétés, conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'administration.

La volatilité des marchés engendrée par la COVID-19 pourrait avoir une incidence importante sur les paiements de solvabilité pour 2021 et les années suivantes.

11. Autres charges d'exploitation

(en millions)

	Périodes de 13 semaines closes les		Périodes de 26 semaines closes les	
	3 juillet 2021	27 juin 2020	3 juillet 2021	27 juin 2020
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	490	412	1 022	812
Immobilier, installations et entretien	78	72	164	147
Frais de vente, frais administratifs et autres coûts	171	148	322	289
Autres charges d'exploitation	739	632	1 508	1 248

12. Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement

(en millions)

	Périodes de 13 semaines closes les		Périodes de 26 semaines closes les	
	3 juillet 2021	27 juin 2020	3 juillet 2021	27 juin 2020
Produit d'intérêts	4	8	9	22
Profit sur la vente d'immobilisations et d'actifs détenus en vue de la vente	1	–	9	–
Autres produits	–	1	–	1
Produits de placement et autres produits	5	9	18	23
Charge d'intérêts	(21)	(20)	(42)	(41)
Autres charges	(6)	(4)	(12)	(7)
Charges financières et autres charges	(27)	(24)	(54)	(48)
Charges nettes liées aux activités d'investissement et de financement	(22)	(15)	(36)	(25)

13. Transactions avec des parties liées

La Société est détenue entièrement par le gouvernement du Canada et elle est soumise au contrôle commun avec d'autres organismes publics, ministères et sociétés d'État. Le Groupe d'entreprises a effectué les transactions suivantes avec des parties liées, en plus de celles qui sont présentées ailleurs dans les présents états financiers intermédiaires :

a) Gouvernement du Canada, ses organismes et les autres sociétés d'État

(en millions)

	Périodes de 13 semaines closes les		Périodes de 26 semaines closes les	
	3 juillet 2021	27 juin 2020	3 juillet 2021	27 juin 2020
Produits générés par des transactions avec des parties liées	82	66¹	160	130¹
Paiements reçus à titre de compensation en vertu de programmes				
Envois postaux du gouvernement et envois d'articles destinés aux personnes aveugles	5	6	11	12
Loyers versés par les parties liées pour des locaux loués auprès de la Société	1	2	3	4
Charges relatives aux transactions avec des parties liées	8	4	14	10

1. La divulgation des montants sur les produits générés par des transactions avec des parties liées a augmenté de respectivement 6 millions de dollars et 9 millions de dollars pour les périodes de 13 et 26 semaines closes le 27 juin 2020 compte tenu de l'information additionnelle disponible dans le secteur Purolator.

La majeure partie des produits générés par des transactions avec des parties liées concerne des contrats commerciaux pour des services postaux conclus avec le gouvernement du Canada. Les produits comprennent également des paiements reçus à titre de compensation du gouvernement du Canada pour la prestation de services postaux parlementaires et l'envoi d'articles en franchise aux personnes aveugles. D'autres renseignements au sujet des contrats de location avec des parties liées sont donnés à la note 7 a).

Les montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci qui sont présentés dans l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière sont les suivants :

(en millions)

	Au 3 juillet 2021	Au 31 décembre 2020
Montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci		
Inclus dans les clients et autres débiteurs	18	15
Inclus dans les fournisseurs et autres créditeurs	10	20
Produits différés générés par des transactions avec des parties liées	1	1

b) Transactions avec des entités dont les principaux dirigeants du Groupe d'entreprises de Postes Canada détiennent le contrôle ou un contrôle conjoint

Dans le cours normal de ses activités, il arrive que le Groupe d'entreprises interagisse avec des entreprises dont les politiques financières et d'exploitation sont entièrement ou conjointement régies par les principaux dirigeants du Groupe d'entreprises. Le cas échéant, les principaux dirigeants concernés sont tenus de se retirer de toutes les discussions ou décisions se rattachant aux transactions entre les sociétés. Les seules transactions d'importance réalisées au cours de la période de 26 semaines close le 3 juillet 2021 ont eu lieu entre Purolator et une société contrôlée par l'un des principaux dirigeants du Groupe d'entreprises, qui est administrateur et actionnaire minoritaire de Purolator. Cette société a fourni à Purolator des services de transport aérien pour un montant de respectivement 3 millions de dollars et 6 millions de dollars pour les périodes de 13 et 26 semaines closes le 3 juillet 2021 (respectivement 3 millions de dollars et 6 millions de dollars au 27 juin 2020). Ces transactions ont été effectuées à des prix et à des conditions qui sont comparables à ceux des transactions effectuées avec les autres fournisseurs de Purolator.

c) Transactions avec les régimes de retraite de la Société

Au cours des périodes de 13 et 26 semaines closes le 3 juillet 2021, la Société a rendu des services administratifs au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) pour un montant de respectivement 3 millions de dollars et 6 millions de dollars (respectivement 3 millions de dollars et 6 millions de dollars au 27 juin 2020). Au 3 juillet 2021, une créance de 11 millions de dollars (11 millions de dollars au 31 décembre 2020) liée aux transactions avec le Régime était impayée et a été prise en compte dans les clients et autres débiteurs. Les paiements versés en espèces, y compris les cotisations aux régimes à prestations définies et aux régimes à cotisations définies du Groupe d'entreprises, sont présentés à la note 6 c).

14. Informations sectorielles et informations sur la ventilation des produits

a) Secteurs opérationnels

Les méthodes comptables utilisées pour les secteurs opérationnels sont les mêmes que celles du Groupe d'entreprises. Les transactions intersectorielles sont conclues à des conditions qui sont comparables à celles en vigueur sur les marchés. Innovaposte, unité fonctionnelle responsable de la technologie de l'information, fournit au sein du Groupe d'entreprises des services partagés selon le principe de recouvrement des coûts. Sur une base consolidée, le Groupe d'entreprises n'a aucun client externe dont les achats représentent plus de 10 % de la totalité de ses produits.

Au 3 juillet 2021 et pour la période de 13 semaines close à cette date

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	SCI	Autres	Total
Produits provenant des clients externes	1 791	644	86	–	2 521
Produits intersectoriels	30	9	10	(49)	–
Produits d'exploitation	1 821	653	96	(49)	2 521
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 356	282	47	27	1 712
Autres charges d'exploitation	521	267	29	(78)	739
Amortissement	80	21	10	1	112
Charges d'exploitation	1 957	570	86	(50)	2 563
Résultat d'exploitation	(136)	83	10	1	(42)
Produits de placement et autres produits	4	1	–	–	5
Charges financières et autres charges	(19)	(7)	(1)	–	(27)
Résultat avant impôt	(151)	77	9	1	(64)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(38)	21	3	(1)	(15)
Résultat net	(113)	56	6	2	(49)
Total des actifs	8 935	1 683	295	(321)	10 592
Total des passifs	7 363	770	169	(26)	8 276

Au 27 juin 2020 et pour la période de 13 semaines close à cette date

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	SCI	Autres	Total
Produits provenant des clients externes	1 608	497	72	1	2 178
Produits intersectoriels	25	7	9	(41)	–
Produits d'exploitation	1 633	504	81	(40)	2 178
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 448	235	42	31	1 756
Autres charges d'exploitation	474	205	24	(71)	632
Amortissement	79	20	10	(1)	108
Charges d'exploitation	2 001	460	76	(41)	2 496
Résultat d'exploitation	(368)	44	5	1	(318)
Produits de placement et autres produits	9	1	–	(1)	9
Charges financières et autres charges	(19)	(6)	(1)	2	(24)
Résultat avant impôt	(378)	39	4	2	(333)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(96)	10	1	1	(84)
Résultat net	(282)	29	3	1	(249)
Total des actifs	9 745	1 566	283	(319)	11 275
Total des passifs	11 673	971	172	(27)	12 789

Au 3 juillet 2021 et pour la période de 26 semaines close à cette date

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	SCI	Autres	Total
Produits provenant des clients externes	3 720	1 260	161	–	5 141
Produits intersectoriels	56	19	19	(94)	–
Produits d'exploitation	3 776	1 279	180	(94)	5 141
Main-d'œuvre et avantages du personnel	2 748	566	89	56	3 459
Autres charges d'exploitation	1 077	530	54	(153)	1 508
Amortissement	158	42	20	1	221
Charges d'exploitation	3 983	1 138	163	(96)	5 188
Résultat d'exploitation	(207)	141	17	2	(47)
Produits de placement et autres produits	17	1	–	–	18
Charges financières et autres charges	(38)	(14)	(2)	–	(54)
Résultat avant impôt	(228)	128	15	2	(83)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(57)	35	4	(1)	(19)
Résultat net	(171)	93	11	3	(64)
Total des actifs	8 935	1 683	295	(321)	10 592
Total des passifs	7 363	770	169	(26)	8 276

Au 27 juin 2020 et pour la période de 26 semaines close à cette date

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	SCI	Autres	Total
Produits provenant des clients externes	3 273	948	139	–	4 360
Produits intersectoriels	39	13	18	(70)	–
Produits d'exploitation	3 312	961	157	(70)	4 360
Main-d'œuvre et avantages du personnel	2 654	466	80	58	3 258
Autres charges d'exploitation	929	400	49	(130)	1 248
Amortissement	157	38	20	–	215
Charges d'exploitation	3 740	904	149	(72)	4 721
Résultat d'exploitation	(428)	57	8	2	(361)
Produits de placement et autres produits	21	2	–	–	23
Charges financières et autres charges	(37)	(10)	(2)	1	(48)
Résultat avant impôt	(444)	49	6	3	(386)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(112)	12	2	–	(98)
Résultat net	(332)	37	4	3	(288)
Total des actifs	9 745	1 566	283	(319)	11 275
Total des passifs	11 673	971	172	(27)	12 789

b) Informations sur les produits répartis par régions géographiques

En ce qui concerne la Société, les produits présentés pour les régions géographiques autres que le Canada le sont en fonction de l'emplacement de l'administration postale étrangère qui a recours au service. En ce qui concerne les autres secteurs et l'unité fonctionnelle, ces produits sont présentés en fonction de l'emplacement du client qui a recours au service. Quand des produits importants sont attribués à un pays étranger, ces produits sont indiqués séparément. Aucun actif important du Groupe d'entreprises n'est situé à l'extérieur du Canada. Tous les produits intersectoriels proviennent du service du régime intérieur, ils ont donc été éliminés du montant des produits présenté par régions géographiques.

(en millions)

	Périodes de 13 semaines closes les		Périodes de 26 semaines closes les	
	3 juillet 2021	27 juin 2020	3 juillet 2021	27 juin 2020
Canada	2 403	2 075	4 880	4 127
États-Unis	71	54	156	120
Reste du monde	47	49	105	113
Total des produits	2 521	2 178	5 141	4 360

c) Informations sur les produits relatifs aux articles et aux services

Les produits pour les articles et les services sont présentés en fonction de l'information disponible au moment de la vente. En conséquence, les produits tirés de la vente de timbres et de l'utilisation de machines à affranchir sont présentés séparément, au lieu d'être attribués aux secteurs d'activité.

(en millions)

	Période de 13 semaines close le 3 juillet 2021			Période de 13 semaines close le 27 juin 2020		
	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Produits attribués aux articles et aux services						
Colis	1 646	(48)	1 598	1 428	(41) ¹	1 387
Courrier transactionnel	467	(1)	466	428	(1)	427
Marketing direct	218	–	218	146	–	146
Autres produits	153	(85)	68	121	(73) ¹	48
	2 484	(134)	2 350	2 123	(115)	2 008
Produits non attribués						
Timbres-poste	71	–	71	79	–	79
Machines à affranchir	100	–	100	91	–	91
	171	–	171	170	–	170
Total	2 655	(134)	2 521	2 293	(115)	2 178

1. Reclassement pour rendre la présentation conforme à celle de l'exercice considéré et réaligement des produits et des services entre les secteurs d'activité, un montant de 4 millions de dollars a été reclassé des autres produits dans les produits générés par les colis.

	Période de 26 semaines close le 3 juillet 2021			Période de 26 semaines close le 27 juin 2020		
	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Produits attribués aux articles et aux services						
Colis	3 289	(93)	3 196	2 602	(69) ¹	2 533
Courrier transactionnel	1 008	(1)	1 007	965	(1)	964
Marketing direct	434	–	434	376	(1)	375
Autres produits	291	(160)	131	243	(142) ¹	101
	5 022	(254)	4 768	4 186	(213)	3 973
Produits non attribués						
Timbres-poste	162	–	162	167	–	167
Machines à affranchir	211	–	211	220	–	220
	373	–	373	387	–	387
Total	5 395	(254)	5 141	4 573	(213)	4 360

1. Reclassement pour rendre la présentation conforme à celle de l'exercice considéré et réaligement des produits et des services entre les secteurs d'activité, un montant de 7 millions de dollars a été reclassé des autres produits dans les produits générés par les colis.

d) Informations sur les produits relatifs aux canaux de vente

Les produits relatifs aux canaux de vente sont présentés pour les produits générés par les services du régime intérieur offerts aux clients commerciaux et pour les produits générés par les services de vente au détail du régime intérieur offerts aux consommateurs. Les produits du régime international comprennent les produits en provenance des États-Unis et du reste du monde, tels que définis à la note 14 b).

(en millions)

	Période de 13 semaines close le 3 juillet 2021			Période de 13 semaines close le 27 juin 2020		
	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur						
Canal commercial	1 795	(49)	1 746	1 504	(42) ¹	1 462
Canal de vente au détail	655	–	655	613	–	613
	2 450	(49)	2 401	2 117	(42)	2 075
Régime international	118	–	118	104	–	104
Autres régimes	87	(85)	2	72	(73) ¹	(1)
Total	2 655	(134)	2 521	2 293	(115)	2 178

1. Reclassement pour rendre la présentation conforme à celle de l'exercice considéré et réalignement des produits et des services entre les secteurs d'activité, un montant de 4 millions de dollars a été reclassé des produits des autres régimes dans les produits générés par les colis commerciaux du régime intérieur.

	Période de 26 semaines close le 3 juillet 2021			Période de 26 semaines close le 27 juin 2020		
	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur						
Canal commercial	3 566	(94)	3 472	3 046	(71) ¹	2 975
Canal de vente au détail	1 405	–	1 405	1 149	–	1 149
	4 971	(94)	4 877	4 195	(71)	4 124
Régime international	261	–	261	234	–	234
Autres régimes	163	(160)	3	144	(142) ¹	2
Total	5 395	(254)	5 141	4 573	(213)	4 360

1. Reclassement pour rendre la présentation conforme à celle de l'exercice considéré et réalignement des produits et des services entre les secteurs d'activité, un montant de 7 millions de dollars a été reclassé des produits des autres régimes dans les produits générés par les colis commerciaux du régime intérieur.

POSTES CANADA
2701 PROM RIVERSIDE BUREAU N1200
OTTAWA ON K1A 0B1

Renseignements généraux : 1 866 607-6301

Pour obtenir des informations plus détaillées, veuillez visiter postescanada.ca.

^{MC} Marque de commerce de la Société canadienne des postes.

This report is also available in English.

postescanada.ca

Canada

